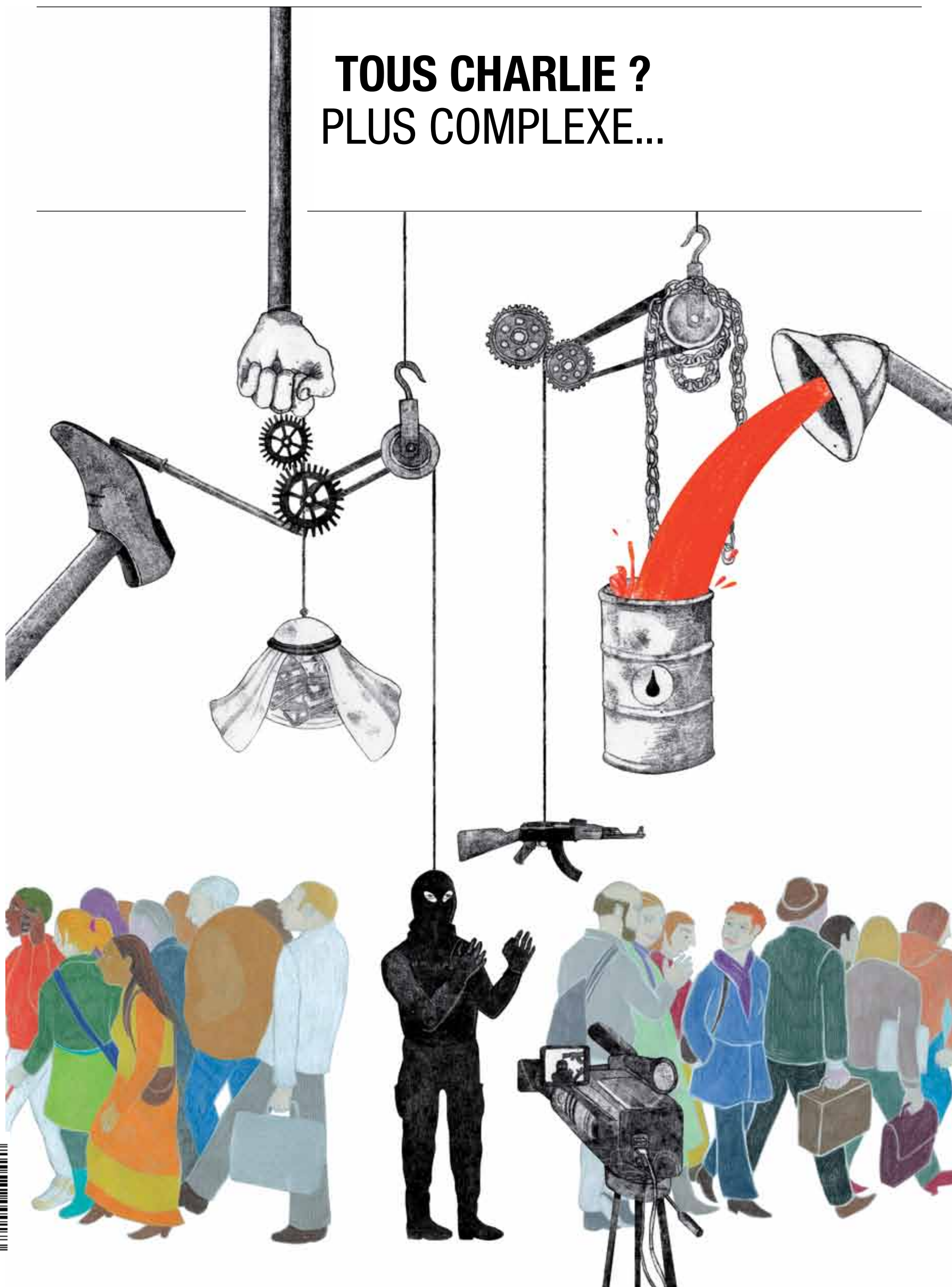


JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

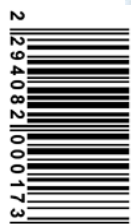
JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## TOUS CHARLIE ? PLUS COMPLEXE...



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



## SOMMAIRE

ON NE VOUS RÉPONDRA  
PAS, CE N'EST PAS LE SUJET  
DE LA SOIRÉE

Gwenaël Breës / Page 3

L'EUROPE...  
ÇA MARCHE!

Gérald Hanotiaux / Pages 4-5

CONTRER LE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE EN MANGEANT  
MOINS DE VIANDE

Paul Lannoye / Page 6

## LES AFFAIRES AU SECRET

Martin Pigeon (CEO) / Page 7

L'OBSOLESCENCE  
PROGRAMMÉE DE LA  
CITOYENNETÉ

Michel Weber / Page 8

DOSSIER  
TOUS CHARLIE?  
PLUS COMPLEXE...

Introduction — page 9

Nous ne sommes pas tous Charlie — pages 10-11  
Le sujet, la foule et la pensée critique — pages 12-14  
Le doute, ma bite — page 15  
Le sang et la boue par tous les pores — pages 15-16

pages 9-16

CRISE DÉMOGRAPHIQUE  
OU CRISE SYSTÉMIQUE DU  
CAPITALISME MONDIALISÉ

Christian Vandermotten / Pages 17-19

LA FIN DU MARCHÉ LIBRE  
ET DES LOIS DE L'HISTOIRE?

Bernard Legros / Pages 20-21

FOIRE AU SAVOIR  
FAIRE/BRÈVES

Page 22

RECENSIONS/  
AGENDA-ANNONCES

Page 23

COURRIER DES LECTEURS/  
APPEL À ABONNEMENT

Page 24

## TOUS UNIS ?

«Que font ici cependant les hommes qui ont pour profession de parler au nom de l'Intelligence et de l'Esprit. Que font ici les penseurs de métier au milieu de ces ébranlements ? Ils gardent encore leur silence. Ils n'avertissent pas. Ils ne dénoncent pas. Ils ne sont pas transformés. Ils ne sont pas retournés ? L'écart entre leur pensée et l'univers en proie aux catastrophes grandit chaque semaine, chaque jour, et ils ne sont pas alertés. Et ils n'alertent pas. L'écart entre leurs promesses et la situation des hommes est plus scandaleux qu'il ne fut jamais. Et ils ne bougent point. Ils restent du même côté de la barrière. Ils tiennent les mêmes assemblées, publient les mêmes livres. Tous ceux qui avaient la simplicité d'attendre leurs paroles commencent à se révolter, ou à rire». (Paul Nizan, Les chiens de garde, Éditions Agone, p.138.)

La lassitude ne gagne pas, mais elle se fait parfois sentir; le pourquoi de cette lutte nous met parfois un genou à terre. Comment en effet gagner face à l'immensité du pouvoir devant nous, ses moyens de communication, ses postes de télé qui propagent la pensée unique chaque jour dans les foyers et dans nos esprits. Steve Biko, combattant de l'apartheid, disait à ce sujet «*L'arme la plus puissante de l'oppressé se trouve dans l'esprit de l'opprimé*». Cela reste vrai, ce pourquoi nous savons que le combat d'idées est essentiel et qu'il faudra propager celles-ci, que nous pensons justes.

Mais comment, avec le temps dont nous disposons, concilier le combat pour faire de ce monde quelque chose de décent tout en trouvant le temps de jouir de ce que cette terre et les Hommes nous offrent encore? La réponse est complexe. Faire vivre une presse libre comme nous considérons que l'est Kairos, qui n'a pas besoin de crier sa liberté d'expression comme un argument de vente mais choisit de parler de ce que tous les «libres d'expression»<sup>1</sup> ne disent pas, est une lutte de tous les jours. Ni les institutions publiques, ni le secteur privé de surcroît, n'aspirent à voir un journal comme le nôtre gagner du terrain. Un changement concret dans les mentalités et les pratiques sonnerait ainsi pour eux comme un début de fin de récré qu'ils ne veulent pas voir venir. Comment pourrait-il envisager, pour l'un, la fin de la politique professionnelle, des jeux de chaise musicale privé-public<sup>2</sup>, de l'aura médiatique qu'ils ont et des salaires indécentes que leur statut politique leur confère? Pour les autres, peuvent-ils même penser à l'instauration d'un salaire maximum, à la réduction drastique des avantages pécuniaires du patron, la fin du libre marché, la taxation des dividendes, etc.

Certaines idées subversives sont – encore – libres d'être exprimées, certes. Mais les canaux de diffusion qui leur sont offerts ne sont pas ceux qu'emprunte la presse de marketing. Ils nous laissent donc parler, selon la célèbre boutade sur la démocratie qui serait qu'elle nous autoriserait à causer tant qu'on ne dérange pas trop le cours des choses. «On dit ce qu'on veut», nous resservent les journalistes sans cesse, mais force est de constater que malgré cette bonne volonté affichée, il demeure de nombreuses choses qu'ils ne veulent pas dire. L'opinion que les journaux sont censés en toute neutralité refléter n'est que le reflet de ce qu'ils veulent voir. Les puissants font le menu et les journalistes sont en cuisine. Quant aux contenus subversifs que quelques journalistes auraient aimés exprimer, mieux vaut, dans un souci d'équilibre professionnel et psychique, énoncer qu'ils ne le «voulent pas», plutôt que de dire qu'ils ne le «pouvaient pas». C'est là un enseignement de la psychologie sociale: la dissonance cognitive, «*état de tension intérieure dû au fait que l'on est partagé entre deux ou plusieurs idées contradictoires*», peut se résoudre de diverses façons: soit en rejetant l'information reçue («on ne me censure sur aucun contenu dans mon travail de journaliste»<sup>3</sup>), ou en en minimisant l'im-

portance («oui, il y a parfois des demandes, mais ce sont des recommandations qui n'entachent pas notre indépendance de journaliste»). Ces deux tentatives de réduction de la tension semblent inefficaces à long terme, et devant cette «imperfection» de la stratégie, le sujet peut recourir à une solution plus radicale: quitter son emploi. Il semble que dans la configuration actuelle du journalisme de masse, ce soit la solution qui assure une cohésion interne pour le sujet<sup>4</sup>. Pour les autres, et ce sont les pires, qui sont persuadés de la salubrité de ce qu'ils écrivent dans la presse *mainstream*, de leur totale indépendance et de leur rôle de simple témoin de l'état du monde dont les écrits ne participeraient nullement de celui-ci, point de tensions. Il n'y a, disons-le, rien à faire de ces «chiens de garde».

Quoi qu'il en soit, certains retours de lecteurs nous confortent dans l'idée que l'écrit peut être salubre, «*faire du bien*» comme cela est souvent revenu. C'est une première chose, un premier pas, indispensable: briser le consensus, ressentir que l'on n'est pas seul. Car il n'y aurait rien de pire, comme le décrivait Orwell, que d'être opposé mais de l'être seul: «*les souffrances d'un enfant inadapté dans un internat sont peut-être le seul équivalent qu'on puisse trouver en Angleterre de l'isolement qu'éprouve un individu dissident dans une société totalitaire*»<sup>5</sup>. Le parallèle qu'établit Orwell est intéressant, car la contestation sans autre pour nous rejoindre nous fait étrangement régresser à cet état propre aux premières expériences de «solitude fondamentale».

Penser c'est donc relier les uns aux autres, non avec des injonctions politiquement correctes et totalement lénifiantes, mais offrir un contenu qui s'approche le plus possible de la vérité.

Il faudra s'unir, certes. Mais ne soyons pas dupes, avec ceux qui sont «du même côté de la barrière». Ou ont compris qu'il fallait la franchir...

Alexandre Penasse

- (1) Les «libres censeurs» aimerions-nous souvent dire.
- (2) Ce qui fait que cette distinction entre l'un et l'autre sert surtout ici le style plus qu'elle exprime un véritable schisme entre les deux «communautés».
- (3) Bernard Marchant, administrateur du groupe Rossel, qui édite le Soir, en disait tout autant au sujet de l'annonceur: «*l'annonceur vient dans la presse écrite pour la crédibilité de ce support. Je n'ai jamais eu la moindre pression d'un annonceur. Jamais un annonceur n'a menacé de quitter un support. De mon expérience, cela n'existe pas ou plus. Ils n'oseraient pas le faire, ce serait leur réputation qui serait ternie*». Ouf!
- (4) Cela n'empêche nullement que nous reconnaissons la précarité professionnelle de nombreux journalistes.
- (5) T.R. Fyvel, Georges Orwell: *A Personal Memoir*, Londres, 1982, cité dans «Orwell ou l'horreur de la politique», Simon Leys, Éditions Plon, 1984/2006.

Kairos – Journal antiproductiviste  
pour une société décente

Journal de réflexion et de  
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin,  
septembre, novembre, février  
+ un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34-B  
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été  
tiré à 1 500 exemplaires

Routage: Cambier / livré chez Tondeur  
par Dioxyde de Gambettes

Editeur responsable  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89,  
1170 Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09  
M. (00 32) 485/057 744

Les articles n'engagent que  
la responsabilité de leurs auteurs

Rédacteur en chef  
Alexandre Penasse

Graphisme  
Sarah Cleeremans, Pierre Lecrenier

Stagiaire  
Maxime Decoster

Gestion des abonnés  
Sandy De Wilde

Relecteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia

Chroniqueurs  
Gwenaël Breës, Martin Pigeon,  
Paul Lannoye, Jean-Pierre Léon Collignon  
La Foire aux Savoir-Faire asbl

Illustrations  
Fabienne Loodts, Fanny Dreyer, Marion  
Barraud, Nadia Berz, Agathe Payen,  
Aurore Vegas, Elise Wilk, Isabelle Haymoz,  
Marion Sellenet, Sophie Legrelle, Mc  
Cloud, Anne-Gaëlle Amiot, Alice Bossut

Ont contribué à ce numéro  
Gérald Hanotiaux, Michel Weber,  
Jean-François Gava,  
Christian Vandermotten,  
Bernard Legros

# « ON NE VOUS RÉPONDRA PAS, CE N'EST PAS LE SUJET DE LA SOIRÉE »

La « démocratie participative », souvent brandie comme une évidence dans les discours politiques, n'est jamais réellement définie et très rarement transcrite dans des dispositifs légaux. Heureusement, de Namur à Bruxelles, elle peut compter sur des élus qui la défendent avec ardeur...

La consultation populaire est une procédure, prévue par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, permettant à la population de faire entendre sa voix sur des questions spécifiques. À Namur, un collectif citoyen a ainsi récolté plus de 13 400 signatures, obligeant la ville de Namur à demander l'avis de sa population sur le choix de raser le Parc Léopold pour y construire un centre commercial. Ainsi contrainte à un grand saut dans l'inconnu démocratique, la ville prit tout le monde de cours et lança sa propre consultation populaire sur le sujet ! Ce qui lui permit de choisir elle-même la formulation des questions à poser à ses concitoyens. Pas folle, la guêpe.

Dans cet élan démocratique sans précédent, la ville mit fissa la main au portefeuille public et lança une campagne (38 000€) permettant d'informer les Namurois sur... les raisons de voter *oui* aux trois questions alambiquées qui leur étaient posées le 8 février dernier. Pendant ce temps, les défenseurs du Parc Léopold, dont le travail patient a permis d'initier la consultation populaire, faisaient du bénévolat et du *crowdfunding* pour faire entendre leurs arguments...

## GÉOMÉTRIE VARIABLE

Il s'est heureusement trouvé un parti d'opposition qui a eu le courage de dénoncer ce « déséquilibre », cette « outrance ». Un parti qui sait débusquer les manœuvres du pouvoir et n'hésite pas à cogner ni à dénoncer. « À force d'orienter à ce point le résultat, ce n'est plus une consultation populaire mais un plébiscite qu'organise la majorité », s'offusque-t-il, allant jusqu'à demander au Bourgmestre de partager le budget de la campagne d'information avec les partisans du *non*...

Quel est donc ce parti si prompt à dénoncer le « vol » d'une initiative populaire et son « détournement » en opération marketing en faveur du projet d'un promoteur privé côté en bourse ? Je vous le donne en mille. Le PTB ? Nan. Ecolo, ce fervent défenseur de la participation ? Non plus : membre de la majorité namuroise, il porte à bout de bras cette mascarade qui a dénaturé la demande de 13 400 Namurois. Le CDH, alors, ce parti qui déclarait il y a peu à la Région wallonne que « Mettre la procédure

(de la consultation populaire) dans les mains des politiques dénaturerait la dimension populaire de la démarche » et la « transformerait vite en une forme d'instrumentalisation politique du débat » ? Encore raté, le Bourgmestre de Namur, Maxime Prévot, est CDH et malgré le désaveu cinglant que lui ont infligé les Namurois en répondant majoritairement non aux trois questions posées, il en retient pour sa part « une volonté partagée par toutes les parties de favoriser la création d'un centre commercial au square Léopold ».

Mais vous chauffez... Ce parti frondeur, terré dans l'opposition d'où il forge des contestataires aguerris et pour qui le contrat avec l'électeur est un lien sacré se méritant à chaque instant, c'est le PS. Celui-là même qui, lorsqu'il disposait de la majorité absolue à Huy, s'était assis sur le résultat d'une consultation populaire où 95% des votants avaient refusé, là encore, qu'on rase un parc pour réaliser un projet immobilier fumeux. Qu'importe ce score a priori sans discussion, la Bourgmestre Anne-Marie Lizin avait estimé que seuls 27% des électeurs s'étant déplacés, cela signifiait que 73% de la population soutenaient implicitement son projet !

## CIRCULEZ...

À Bruxelles, au même moment où son parti dénonçait la mascarade namuroise, le Bourgmestre PS Yvan Mayeur se prévalait lui aussi d'un « soutien massif » de la population à son projet de piétonner les boulevards centraux, claironnant que 73% des personnes interrogées dans le cadre de ses « ateliers participatifs » y sont favorables. Un chiffre identique et tout aussi farfelu que celui de son collègue hutois. Car le bourgmestre oublie de préciser que ses « ateliers », sous-traités à un bureau d'études, se sont plutôt apparentés à un simple questionnaire soumis à 600 badauds passant sur le trottoir de la Bourse, et qui dans leur grande majorité n'habitent pas le quartier. Les questions posées n'insistaient pas sur le fait que le réaménagement des boulevards va créer une série de places destinées à accueillir de l'événementiel tout au long de l'année, transformer la place De Brouckère en « Times Square », enclencher la transformation sociale et commerciale des lieux pour attirer « des enseignes de qualité » et davantage de touristes...

Pas un mot non plus, dans les « ateliers participatifs », sur le plan de circulation accompagnant ce réaménagement, avec son détournement des bus, son mini-ring qui va encercler le piétonnier et asphyxier des artères étroites et habitées, et ses quatre parkings souterrains que la ville veut construire sous des places historiques du centre... Puisqu'on parle de piétonnier, pas la peine de perturber les esprits en expliquant en même temps qu'on va créer 1 600 nouvelles places de stationnement pour « compenser » les 600 places de stationnement supprimées, alors que le taux d'occupation des 19 000 places de parking « publics » (c'est-à-dire payants et privés) du Pentagone ne dépasse déjà pas les 60% ! Les « ateliers participatifs » sur la piétonisation des boulevards centraux se sont d'ailleurs déroulés avant que le plan de circulation soit divulgué, histoire de ne pas polluer la participation avec des débats inutiles. Et quand l'échevine bruxelloise de la Mobilité Els Ampe (OpenVLD) a organisé des réunions d'information pour les habitants, c'est après que la

décision a été votée (sans aucune concertation ni enquête publique préalable), histoire de bien montrer qu'il ne servait à rien de contester.

Pourtant, la contestation a pris comme une traînée de poudre dès l'annonce du projet. D'abord sur les réseaux sociaux et internet, puis dans la rue. Le 1er décembre 2014, plus de 300 personnes se sont réunies spontanément pour exprimer leur colère à la séance du Conseil communal qui votait ces mesures et qui a dû être suspendue. Des collectifs et des plateformes se sont constitués, lançant actions, pétitions et recours. En trois semaines, plus de 23 000 personnes ont ainsi signé contre la création d'un parking sous la place du Jeu de Balle. Pour toute réponse, la ville a voté un budget de 100 000€ pour faire campagne en faveur de son plan. Et le bourgmestre a continué à promouvoir son piétonnier comme si de rien n'était.

Le 22 janvier dernier, il organisait à l'Ancienne Belgique la deuxième « grande assemblée générale » pour présenter le résultat de son vaste « processus participatif », au cours duquel 60 participants, tirés au sort et répartis en plusieurs groupes, furent invités à se prononcer sur des sujets bien encadrés comme la forme des bancs et autres éléments de mobilier urbain. Sur scène, des membres de bureaux d'études et de l'administration communale ont exposé à un public incrédule le « top 24 » des propositions retenues à l'issue de ces groupes de travail. Sur l'écran, ça fleurait bon la novlangue et le catalogue JCDecaux®... Annoncé en tête d'affiche de la soirée, le bourgmestre resta finalement cloîtré dans son fauteuil au premier rang, entouré de ses échevins, muets, offrant l'image d'une cour royale qui tourne le dos à sa populace. « Yvan » ne broncha pas quand le public, énervé, scanda son prénom pour qu'il daigne répondre aux questions. Il était trop occupé à donner des indications par petits gestes aux larbins envoyés au casse-pipe à sa place. Cela donna lieu à des scènes dignes d'un congrès soviétique, où ceux-ci restèrent figés et muets par exemple quand la salle demandait avec insistance « Où sont les études de mobilité et de pollution, pourquoi ne sont-elles pas publiées ? » Seule réponse sèche de la modératrice : « On ne vous répondra pas, ce n'est pas le sujet de la soirée »...

Mais le public ne s'est pas déplacé pour rien : un concours de slogans et de logos a été annoncé ce soir-là. Il se murmure qu'il serait financé sur le budget de la participation.

La participation, c'est tout un art.

Gwenaël Breës



Illustration: Fanny Dreyer

# L'EUROPE... ÇA MARCHE!

En fin d'année la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) organise un « Forum », un rendez-vous convivial destiné à son public: les patrons et leurs amis. Titillés par la rencontre avec un milieu peu connu, nous sommes allés y jeter une oreille... Que peut bien raconter la Fédération patronale dans une salle habituellement vouée aux Beaux-Arts ?

Le lundi 8 décembre 2014, nous pénétrons dans cette étrange rue bruxelloise, témoin d'un urbanisme destructeur: la rue des Sols, où se trouve le siège de la FEB. Dans le prolongement de celui-ci se situe une entrée secondaire du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. Y pénétrant, nous faisons un signe discret aux premiers humains rencontrés, situés de chaque côté de la porte. En guise d'accueil, nous ne sommes pas face à des hôtes en tailleur comme les clichés nous les livrent encore régulièrement, ni même à des gardiens de sécurité privés, nous sommes simplement face à des agents de service public: deux policiers, en uniformes et armés! *Bonsôôaar!*

## MASOCHISME?

On nous a interrogés sur les obscures raisons motivant à aller se perdre dans ce public: sans aucun doute, l'envie d'être immergés dans le discours du patronat, constater l'état d'esprit, l'idéologie, la vision du monde, mais aussi côtoyer brièvement les gestes et manières d'être en tribu. Parmi ces centaines de cravates, nullement déguisés nous nous fondons cependant dans la masse.

L'espoir, aussi, est d'éventuellement assister à quelque moment cocasse, tel ce discours d'un président de parti lors d'une précédente rencontre de la FEB en 2007. Nous y avons vu et entendu Elio Di Rupo, alors Président du PS, s'adresser à des centaines de patrons au sujet des chômeurs belges. D'habitude, face aux mesures antisociales auxquelles son parti prend part, nous avons affaire à son entêtante litanie invoquant les pressions - à un point tel qu'il est impossible de l'imaginer! - émanant parfois de l'Europe, parfois des méchants Flamands. Dans ce contexte patronal, la litanie fut tout autre: «*Messieurs-Dames, nous avons fait le contrôle des chômeurs. Nous avons fait les exclusions. Nous allons continuuuuuer...*»!

Quelques années plus tard, accédant au poste de Premier ministre il respecta de suite la promesse formulée ce soir-là à l'assemblée de la FEB. Pour fournir aux entreprises de la main-d'œuvre au rabais, il fit même plus fort encore que la pression sur les salaires par les contrôles: son gouvernement programma l'exclusion de dizaines de milliers de personnes du droit aux allocations! Par ce geste fort, il envoya ces gens pour certains vers les CPAS, pour d'autres vers la solidarité d'une famille dès lors appauvrie, pour d'autres encore vers le travail au noir, la rue, la délinquance, ou encore la prostitution... Les jours suivant l'entrée en vigueur de ces mesures, Elio Di Rupo redevenu Président du PS, sa vieille litanie reprit de la vigueur sur les ondes de la RTBF le 6 janvier, en plus dramaturgique: «*C'est une mauvaise mesure que je regrette, j'ai le cœur qui saigne quand je pense à ces femmes et ces jeunes qui vont être exclus*». Il ajoute ne plus pouvoir en dormir, pôvre Elio!

Cette fois, hélas, dans cette immense salle du Palais des Beaux-Arts, pas trop de cocasseries de ce type. Sur le plateau de Scrabble, nous ne pourrions placer qu'un mot de cinq lettres, cinq points pas mieux: E.N.N.U.I.

## PENSEZ EUROPÉEN! ET UN PEU AMÉRICAIN...

En ce 8 décembre, jour de grève tournante organisée dans les deux Brabants et à Bruxelles, la soirée commence par une critique en règle de la grève. «*Elle nous a fait perdre beaucoup d'argent, des sommes faramineuses, en une journée*», snif!

Le rendez-vous est intitulé «*Think Europe. Because it matters*», un titre-sentence accompagné de «*Different views on European Challenges*». Le style de présentation de la soirée est à l'heure américaine, grand show télé. En guise de points de vue différents, les discours furent plutôt empreints d'un ton global consensuel pro-Union Européenne. De courts films lancent les sujets, présentant des individus heureux des possibilités d'entreprendre en Europe, sujets ensuite 'discutés' avec un parlementaire européen; un banquier membre des lobbys du monde des affaires; un représentant du monde académique privé formant l'élite européenne, le 'College Of Europe'; l'ambassadeur américain auprès de l'Union; et enfin un syndicaliste belge devenu vice-président de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Comme dans les carrières politiques, le recyclage des cadres syndicaux, une fois le plus haut échelon hiérarchique atteint dans l'organisation nationale, se réalise donc au niveau international.

Luc Cortebeek expose le caractère malsain des mouvements de détricotage des systèmes de sécurité sociale, tout en soutenant le processus européen. On peut critiquer, mais la morale est sauve en fin de parcours, par l'animateur servant à l'Ambassadeur des «*vous créez de l'emploi, vous avez la croissance aux États-Unis, un taux de chômage la moitié du nôtre*»! Personne ne pense à évoquer le niveau de pauvreté aux USA, il nous faut suivre le 'grand frère', c'est à ça que doit servir l'Europe. Face à l'évidence d'une Commission et d'un Conseil omnipotents, l'élu est fier d'annoncer que le Parlement a une place prépondérante dans le processus européen! Bref, ce soir le faux est Roi.

En fin de rencontre, le Traité de libre-échange transatlantique<sup>2</sup> est évoqué. Ce processus, largement commenté ces derniers mois et négocié par les États-Unis et l'Union européenne, prévoit notamment que les législations des deux côtés de l'Atlantique se plient aux normes du libre-échange établies par et pour les multinationales. Le vice-président de l'OIT donnera une nouvelle fois son avis, «*la mondialisation elle est inévitable, nous n'avons pas d'alternative, mais il faut qu'il y ait des normes, l'Europe en a besoin. (...) En tant que mouvement syndical, par rapport à ces accords de libre échange, nous en sommes évidemment les défenseurs, à condition que certaines normes et certains standards soient respectés; en général c'est le cas*». Hum...

Quelles que soient les critiques formulées, la sentence revient de toute façon à l'Ambassadeur américain Anthony L.Gardner: «*tous ceux qui veulent plus d'emploi et d'exportation sont en faveur de cet accord, tous ceux qui veulent que les coûts à l'importation en Europe diminuent - on sait que c'est cher ici en matière de main-d'œuvre et d'énergie, etc - encore une fois si vous êtes en faveur d'une meilleure facilité de commerce, si vous êtes en faveur d'une réduction des entraves administratives au commerce, vous ne pouvez qu'être en faveur de cet accord*». Pour les organisateurs de la soirée, le processus aboutira fin 2015, c'est acquis, peu importent les innombrables oppositions des populations concernées. Pour le membre du Parlement européen Philippe De Backer (Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) «*au Parlement, l'état d'esprit est très positif au sujet de ces accords*»!

## ADIEU HERMAN

Cette riche discussion étant terminée, nous pouvions passer sans transition à l'hommage rendu à notre inénarrable président du Conseil européen - premier de l'histoire - en poste du 1er janvier 2010 au 30 novembre 2014. Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB, se charge d'une biographie exhaustive du héros du jour, la ponctuant parfois d'aphorismes poétiques: «*notre orateur de*



*ce soir se fonde sur une vision d'avenir solide. Il pense aujourd'hui à demain, et n'attend pas demain pour penser à après-demain»!* Herman Van Rompuy qui, lucide, déclara un jour qu'il avait beaucoup de charisme tout en étant le seul à le voir, va ce soir recevoir une surprise liée à son talent de... poète! En effet, il écrit des 'Haiku', de courts poèmes de tradition japonaise permettant de noter une émotion, un moment émerveillant. Tadamam, surprise: deux personnes entrent sur scène, se dirigent vers le piano et interprètent les Haikus d'Herman sous forme... d'opéra!

Nous nous retournons pour observer le public et, cette fois, plus de doute: tout le monde s'emmerde. Les patrons, Charles Michel, Jan Jambon, Pieter De Crem,... tout le monde s'emmerde royalement, les visages affichant un évident «on est obligé d'être là, quand est-ce que c'est fini?». Et Herman Van Rompuy, il est heureux de cette soirée hommage? Et non, Herman, comme tout le monde, s'emmerde...

En guise d'adieu, il prendra longuement la parole, pour un discours où il détailla les enjeux importants pour l'Europe d'aujourd'hui, dont le terrorisme et les dangers de la barbarie, qui entraînent le sentiment d'un monde plus dangereux et minent la confiance de... «*nos consommateurs et concitoyens*»! L'ordre dans lequel sont disposés les deux substantifs indique clairement notre nature profonde dans les têtes politiques et patronales.

Ces adieux se termineront par une invitation à monter au grand salon. A la queue-leu-leu, nous arrivons là-haut et, évidence, la crise ne frappe pas tous les Belges de manière égalitaire. Sous nos yeux: des colonnes d'amuse-bouches sur deux mètres de haut, des grandes tables où des chefs nous préparent les plats en direct, un immense bar central, des vasques géantes emplies de choux à la crème, accompagnant les plats de biscuits et autres desserts au chocolat. Dans la masse, des hommes et des femmes nous proposent du vin toutes les trois minutes... En quittant les lieux, on se demandera tout de même où volera toute cette nourriture après le départ des participants. Prévue pour 1 400 personnes, nous n'étions que 700. Par anticipation de l'ennui à supporter ce soir-là, bien entendu, non: à cause de la grève!

### GABIN PRÉSIDENT

Dans ce contexte particulier, un souvenir émergea: Jean Gabin! Plus précisément le discours de son personnage dans le film «Le Président», dans lequel il campe Émile Beaufort, Président du Conseil de la République française (le premier ministre). S'adressant aux élus de l'Assemblée nationale, il y décrit la construction en cours de l'Union européenne. Nous pouvons parfois entendre ici et là que le projet européen fut dévié de ses fondements initiaux -la paix en Europe-, kidnappé par les industriels et les détenteurs de capitaux. Si c'est le cas, ce kidnapping date, car le film de Henri Verneuil fut tourné en... 1960! Le discours est à lire en imaginant le Gabin vieillissant et imposant, accompagné de sa verve légendaire et de sa voix rauque ponctuées de protestations, rires et applaudissements de l'Assemblée!

Cinquante-quatre ans plus tard, c'est ce discours, parfaitement et très précisément incarné, que nous avons en tête et sous les yeux au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. L'Europe, ça marche, pour la FEB et son monde.

**Gérald Hanotiaux**

---

(1) Les citations en français sont le résultat des traducteurs-interprètes de la FEB.

(2) Repris sous les acronymes TTIP, TAFTA, GMT, PTCL, ... Le Projet de Traité-Transatlantique a fait l'objet d'un dossier dans le Kairos 10 de novembre-décembre 2013.

---

**EMILE BEAUFORT** : (...) Tout le monde parle de l'Europe! Mais c'est sur la manière de faire cette Europe que l'on ne s'entend plus! C'est sur les principes essentiels que l'on s'oppose! Pourquoi croyez-vous messieurs que l'on demande au gouvernement de retirer son projet d'union douanière? Parce qu'il constitue une atteinte à la Souveraineté nationale? Non pas du tout! Simplement parce qu'un autre projet est prêt! Un projet qui vous sera présenté par le prochain gouvernement! Et ce projet, je peux d'avance vous en dénoncer le principe! La constitution de trusts horizontaux et verticaux et de groupes de pression qui maintiendront sous leur contrôle, non seulement les produits du travail, mais les travailleurs eux-mêmes! On ne vous demandera plus, messieurs, de soutenir un ministère, mais d'appuyer un gigantesque conseil d'administration! Si cette Assemblée avait conscience de son rôle, elle repousserait cette Europe des maîtres de forges et des compagnies pétrolières... Cette Europe qui a l'étrange particularité de vouloir se situer au-delà des mers... C'est-à-dire partout, sauf en Europe! Car je les connais, moi, ces Européens à tête d'explorateur... (...) Je comprends très bien que le passif de ces entreprises n'effraie pas une assemblée où les partis ne sont plus que des syndicats d'intérêt! (A un député:) J'vous reproche simplement de vous être fait élire sur une liste de gauche et de ne soutenir à l'Assemblée que des projets d'inspiration patronale!

**DEPUTÉ JUSSIEU** : Il y a des patrons de gauche! Je tiens à vous l'apprendre!

**EMILE BEAUFORT** : Il y a aussi des poissons volants mais qui ne constituent pas la majorité du genre! J'ai parlé tout à l'heure de syndicats d'intérêt... Voulez-vous messieurs que je fasse l'appel de cette Assemblée? Nous allons même le faire par ordre alphabétique! Gaston Ablin! Président directeur général de l'Omnium minier du Sénégal, des charbonnages de la Côte d'Ivoire, de la Compagnie franco-africaine pour l'électricité et l'industrie! Jean Le Drian! Fondé de pouvoir de la banque Isart-Lebré, Directeur administrateur des fonderies et forges de Picardie, fondateur de la compagnie d'Assurance "La Liégeoise"! Monsieur François Aubert! Se contente de présider les raffineries Legrand, lesquelles sont reliées au trust "Vogel" qui contrôle 25 sous-marques et filiales diverses! (...) Maître Aimard est avocat-conseil de l'anglo-française des pétroles, il ne touche pas de dividende. Il perçoit des honoraires. (...) Monsieur Audran de Hauteville défend, avec talent d'ailleurs, la cause du désarmement et sa famille fabrique depuis plusieurs générations des armes automatiques de réputation mondiale. (...) Monsieur Alexandre Beauvais, Président-Directeur-Général des phosphates d'Abd-El-Salim. Monsieur Beauvais est un modeste. Il

aurait pu se faire élire dans cinq départements puisqu'il dirige le plus important de nos journaux de province.

**UN JOURNALISTE** : Je désespérais d'entendre ça un jour. C'est bon! On l'embrasserait.

**EMILE BEAUFORT** : Monsieur Antoine Villemomble, administrateur des filatures Zeugman et Vice-président de la société française des soieries de France. Enfin, monsieur Ziegler, le dernier de la liste, et qui ferait figure de parent pauvre si sa femme ne possédait pas 33% des Bazars de Sao Paulo. Je vous demande pardon. À l'énoncé de tous ces titres, je réalise la folie de mon entreprise. En vous présentant ce projet, je ne vous demandais pas seulement vos voix. Je vous demandais d'oublier ce que vous êtes. Un instant d'optimisme. C'est sans doute à cet optimisme que monsieur Chalamont faisait allusion tout à l'heure en évoquant mes bons sentiments et mes rêves périmés.

La politique, messieurs, devrait être une vocation. Je suis sûr qu'elle l'est pour certains d'entre vous, mais pour le plus grand nombre, elle est un métier. Un métier qui ne rapporte pas aussi vite que beaucoup le souhaiteraient et qui nécessite de grosses mises de fond. Une campagne électorale coûte cher. Et pour certaines grosses sociétés, c'est un placement amortissable en quatre ans. Et pour peu que le protégé se hisse à la présidence du Conseil, alors là, le placement devient inespéré. Les financiers d'autrefois achetaient des mines à Djelidzer ou à Zohar. Eh bien, ceux d'aujourd'hui ont compris qu'il valait mieux régner à Matignon que dans l'"Ougandie" et que de fabriquer un député coûtait moins cher que de dédommager un roi nègre.

Vous voyez messieurs, nous aurons enfin été d'accord une fois. Je partirai au moins avec l'estime de mes adversaires. Et maintenant permettez-moi de conclure. Vous allez faire avec les amis de monsieur Chalamont l'Europe de la fortune contre celle du travail, l'Europe de l'industrie lourde contre celle de la paix, eh bien, cette Europe-là, vous la ferez sans moi, j'vous laisse! Le gouvernement maintient son projet, la majorité lui refusera la confiance et il se retirera. J'y étais préparé en entrant ici. J'ajouterai simplement pour quelques-uns d'entre vous: réjouissez-vous, fêtez votre victoire. Vous n'entendrez plus jamais ma voix. Et vous n'aurez jamais plus à marcher derrière moi. Jusqu'au jour de mes funérailles. Funérailles nationales que vous voterez d'ailleurs à l'unanimité, ce dont je vous remercie par anticipation.

**Film** : Le Président (1961), d'après un roman de Georges Simenon. Scénario et réalisation : Henri Verneuil. Dialogues : Michel Audiard.

# CONTRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN MANGEANT MOINS DE VIANDE

L'année 2015 n'a pas vraiment bien commencé. L'attentat meurtrier du 7 janvier contre la rédaction de Charlie Hebdo a frappé de stupeur l'Europe entière et installé un climat d'insécurité qui n'est guère propice à la réflexion et encore moins à une quelconque action politique d'envergure. Pourtant, affronter les enjeux écologiques et sociaux avec lucidité et audace est plus impératif que jamais pour tarir les sources de violence que créent les désordres actuels et installer un climat de paix, de confiance et de stabilité.

C'est précisément de climat dont nous serons appelés à parler dans les prochains mois. La conférence mondiale sur le climat (ou COP21) aura lieu en grandes pompes à Paris du 30 novembre au 11 décembre; elle devrait déboucher sur un nouvel accord « ambitieux », est-il annoncé, engageant tous les Etats membres de l'ONU dans un processus contraignant permettant enfin d'infléchir la courbe des rejets de Gaz à effet de serre (GES).

J'ai les plus grands doutes quant à l'issue véritable des débats de cette nouvelle méga-conférence. Certes, il y aura sans doute un engagement commun solennellement proclamé dans l'ambiance habituelle d'autocongratulation qui termine ce genre d'évènement. Mais les engagements solennels n'ont guère de valeur ni de portée s'ils ne s'accompagnent pas de mécanismes efficaces permettant leur mise en œuvre. On a vu ce qu'a apporté le Protocole de Kyoto, célébré à l'époque (en 1997) comme une grande première porteuse d'avenir. En confiant au marché les clés de la réussite, avec en sus les moyens légaux d'échapper aux contraintes, les signataires programmaient l'échec du protocole. L'aveuglement généralisé des associations de protection de l'environnement et des partis écologistes, qui se sont contentés de dénoncer le retrait des Etats-Unis sans mettre en cause le caractère totalement inadéquat du mécanisme lui-même, n'en est que plus navrant.

La dynamique du développement, même accolé du qualificatif séduisant de durable, qui vise à accroître en permanence la croissance des activités économiques ne peut déboucher ni sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre ni sur un retour à l'équilibre écologique. Les réductions obtenues par des changements technologiques ne peuvent être que temporaires si elles ne s'inscrivent pas dans une perspective de mutation profonde qui implique l'abandon du productivisme et du consumérisme.

Dans les pays développés, la surconsommation doit faire l'objet de politiques dissuasives ambitieuses. A défaut, les larmes versées sur le sort malheureux des populations démunies et affamées du Sud ne peuvent être que des larmes de crocodile. Il est peu vraisemblable que les grands rassemblements de décideurs politiques, accrochés à leurs certitudes héritées du passé et convaincus de la nécessité de poursuivre tous, les uns contre les autres, leur objectif de croissance, débouchent sur des engagements novateurs, surtout si l'unanimité est requise.

Je crois profondément par contre à la possibilité d'un autre scénario: quelques États, parmi les

plus menacés par les désordres écologiques croissants, prennent conscience de l'urgence du changement de paradigme économique et font le pari de le mettre en œuvre. On peut rêver d'une Belgique, qui s'engage dans une telle voie. La conscience de voir la mer atteindre un jour la périphérie bruxelloise devrait constituer un incitant majeur.<sup>1</sup>

Le contexte politique actuel ne nous permet pas d'espérer que ce rêve se transforme bientôt en réalité... A défaut d'initiative d'envergure sérieuse à attendre de la classe politique, il n'est pas interdit de penser que bon nombre de nos concitoyens acceptent, chacun à leur niveau, de jouer un rôle positif en modifiant leur régime alimentaire.

Il s'agit tout simplement de réduire sa consommation de viande en choisissant de renoncer à toute viande d'origine industrielle au profit de produits paysans garantis d'origine locale ou régionale. Sans déséquilibrer le budget consacré à l'alimentation, il est parfaitement réaliste d'accroître sa part végétale et de ne faire appel qu'à des produits animaux d'origine paysanne (certifiés bio ou non).

On peut légitimement se poser la question de savoir en quoi ce changement de régime alimentaire peut influencer en quoi que ce soit le climat. Sans doute, en rien du tout si seulement quelques personnes isolées font ce choix; par contre si par contagion culturelle, une part importante de la population y adhère, l'impact peut être important au point de réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre.

L'accent mis, à juste titre, sur la production et la consommation d'énergies fossiles comme cause principale d'émission de CO<sub>2</sub> (le gaz à effet de serre le plus abondant) et la focalisation sur les secteurs gros consommateurs comme la grande industrie, les transports routiers, la production d'électricité par les centrales thermiques ou encore le chauffage ont eu pour conséquence de laisser dans l'ombre d'autres contributions importantes voire essentielles. C'est le cas de la déforestation. Les forêts piègent le CO<sub>2</sub>; l'abattage des arbres a pour conséquence une réduction de ce piégeage. C'est aussi le cas du changement d'affectation des sols: les sols contiennent de grandes quantités de carbone, le labourage a pour conséquence le relargage de ce carbone dans l'atmosphère.

On comprend donc que l'élevage, lorsqu'il fait appel à une alimentation composée à base de soja et de maïs, a un impact nécessairement important en termes de rejets de CO<sub>2</sub>, surtout lorsqu'il s'agit de cultures pratiquées sur des zones déboisées comme au Brésil. Le Brésil est le premier exportateur mondial de soja. L'expansion du soja et de l'élevage a lieu au détriment de la forêt amazonienne.

Chaque année, 25000 km<sup>2</sup> de forêt disparaissent. L'Europe importe massivement le soja brésilien pour l'alimentation des animaux d'élevage. Le consommateur de viande européen, par ses choix, pèse donc directement sur le bilan carbone du Brésil mais participe aussi à la destruction de la forêt amazonienne. La FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) a calculé que l'élevage dans le monde est responsable à lui

seul de 14,5% des émissions de gaz à effet de serre, soit autant que les transports<sup>2</sup>. Ces gaz sont non seulement le CO<sub>2</sub> relâché du fait de la déforestation et du labourage mais aussi le méthane résultant de la digestion des ruminants et de la fermentation de leurs déjections et enfin le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) résultant de l'épandage des engrais azotés et des rejets d'ammoniac. Je rappelle que le méthane a un pouvoir absorbant qui vaut 23 fois celui du CO<sub>2</sub>. Pour le N<sub>2</sub>O (protoxyde d'azote) le rapport est 296!

Cette évaluation globale fait l'amalgame entre la production industrielle de viande, avec confinement d'animaux sur des surfaces restreintes, et l'élevage lié au sol. Dans ce dernier cas, il s'agit d'élevages de volailles et de porcs en plein air et de bovins en pâture. L'impact de l'élevage lié au sol sur le climat est évidemment réduit, ne fut-ce que par le fait qu'il limite forcément le nombre d'animaux, remplace le soja par l'herbe de prairies naturelles, renonce aux engrais azotés chimiques et réduit considérablement les transports.

Pour le consommateur des pays riches, manger uniquement les produits animaux issus de l'élevage paysan et renoncer aux produits des usines à viande est un acte politique quotidien d'une importance capitale pour la planète comme le rappelle avec pertinence et conviction le scientifique repent qu'est Pierre Hinard<sup>3</sup>. C'est un acte politique d'autant plus stimulant qu'il est agréable (la saveur des produits est incomparablement supérieure) et bénéfique pour celui qui le pose (il s'en trouvera mieux portant).

On n'oubliera pas la satisfaction morale éprouvée du fait de cesser de contribuer à la privation de nourriture des petits brésiliens et à la destruction des conditions de vie des peuples de la forêt. Tout le monde est gagnant sauf les multinationales de l'agroalimentaire.

Paul Lannoye

(1) E.M.Conway et N.Oreskes, L'effondrement de la civilisation occidentale, éd. Les Liens qui Libèrent, 2014.  
 (2) FAO: « Tacking climate change through livestock » - 2013  
 (3) Je ne peux qu'inciter vivement le lecteur intéressé à dévorer son essai publié chez Grasset: « Omerta sur la viande » - 2014. Relire aussi le dossier de D.Cauchy et R.Gomez Canca: « 10 bonnes raisons de manger moins de viande. La qualité plutôt que la quantité »; édité par le Grappe - 2012.

# L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE DE LA CITOYENNETÉ!

Les questions soulevées par certains lecteurs, suite à la publication de mon «*Traité cryptique*» sont toutes pertinentes. Quels que soient les efforts de l'auteur pour communiquer sa pensée, il ne peut pas prendre en compte tous les points de vues et anticiper toutes les objections possibles. A posteriori, il me semble toutefois important de préciser quelques présupposés et quelques conséquences de l'argument.

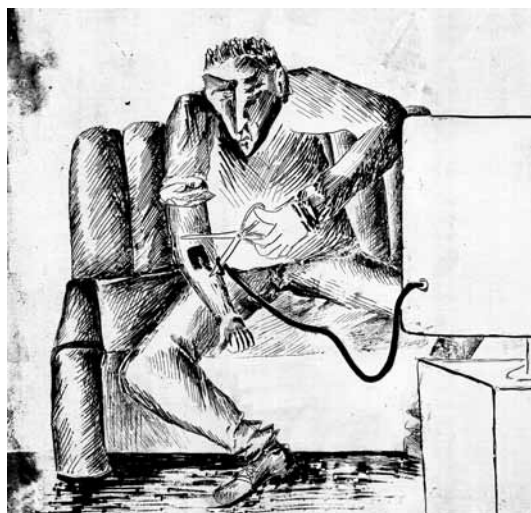
Premièrement, écrire prend du temps, écrire une synthèse prend plus de temps encore, et chercher la clarté et la précision sans recourir à des abstractions appartenant sensément à notre culture, voire au sens commun, demanderait un investissement temporel dont je ne suis, hélas, pas capable à l'heure actuelle. Ceci étant admis, on peut également remarquer que le lecteur surpris par telle ou telle formulation devrait tenter de tirer l'affaire au clair par lui-même; ce faisant, il s'émanciperait intellectuellement et politiquement.

Deuxièmement, comme le disait Ignacio Ramonet, s'informer fatigue. La pseudo information qui est mise à notre disposition est conçue pour nous distraire, pour nous vider le cerveau, ou alors pour le remplir de logos, de slogans et de détails sans importance aucune pour la Vie (raison pour laquelle on parle d'«*infotainment*», un mot valise composé d'«*information*» et d'«*amusement*»). J'ajoute: s'informer déprime. D'abord, parce que les données qui peuvent être découvertes dans les médias alternatifs mais aussi, on l'oublie souvent, lors de simples conversations avec des spécialistes qui, en dehors de leurs heures de bureau, oublient parfois de s'auto-censurer, s'avèrent souvent en porte-à-faux avec les récits officiels. Ensuite, parce qu'elles mettent en évidence le mensonge chronique dans lequel toute la pensée politique baigne. L'activité de penser présente donc des désavantages criants: on se réveille dans un monde où le Nord est au Sud et où l'eau gèle à 100°C. De plus, on ne tarde pas à se faire traiter de conspirationniste, de terroriste et, fort curieusement d'ailleurs, d'antisémite. En conclusion, l'auteur et le lecteur ne sont pas facilement à l'unisson car, comme l'a bien vu Orwell, ils se trouvent l'un et l'autre dans la nécessité de communiquer sur l'implosion sociale et d'y naviguer à leurs risques et périls.

Troisièmement, personne ne nie que l'Europe ne soit une idée magnifique: solidariser les peuples, favoriser le dialogue interculturel, désamorcer les tensions internationales avant qu'elles ne dégénèrent, etc. Tout le monde est bien d'accord. Tant et si bien que le passage à l'euro a suscité un réel engouement populaire. Mais que s'est-il passé dès les toutes premières heures de la construction européenne? Nous avons assisté à la mise en place d'une gigantesque machine capitaliste cherchant, sans surprise, à favoriser la liberté du capital et de ses faux-nez. Si la circulation des personnes est invoquée, voire sacralisée, c'est uniquement en tant que «*ressource humaine*» dont il faut minimiser le coût d'exploitation.

Que faire? Chacun doit tirer les conclusions soi-même... et en déduire une pratique. Certaines pistes demeurent cependant évidentes: il fait sens, d'une part, de couper le flux désinformant

et, d'autre part, d'exercer pleinement son pouvoir citoyen. Dans les deux cas, il s'agit d'arrêter de consommer et de se rendre aussi autonome que possible. Se démédiatiser donc: renoncer à la télévision, à la radio et aux journaux qui ont prouvé leur nuisance. Et repenser son rapport à la consommation. Le peuple n'est plus compris — l'a-t-il d'ailleurs jamais été? — comme une assemblée citoyenne (définissant la démocratie directe) ou un ensemble d'électeurs (vitalisant la démocratie représentative); il ne constitue même plus vraiment un réservoir de main d'œuvre (les forces vives du socialisme militant); mais il restera nécessairement une masse de consommateurs. Ci-gît (sans mauvais jeu de mots), ce qui nous reste de pouvoir politique. Remarquons que le boycott citoyen pourrait agir sans qu'il soit nécessaire de le nommer, de l'organiser ou de l'attiser — et donc de voir sa mise en œuvre criminalisée. Ce ne sont pas les raisons qui manquent pour réformer nos consommations. Chacun peut avoir les siennes; les plus fréquentes sont les suivantes.



D'abord pour préserver l'emploi en général et le sien en particulier. Les délocalisations ne sont conçues et mises en pratique que sous l'hypothèse qu'elles ne modifieront en rien la part de marché de l'entreprise concernée. Prenons un exemple fictif: la société X, produisant des voitures sur notre territoire, doit malheureusement se restructurer suite à la concurrence qui lui est faite par des producteurs asiatiques. En maîtrisant ses coûts, elle prévoit de gagner l'année prochaine quatre points de pénétration du marché national. Si, suite au mécontentement populaire suscité par cette délocalisation planifiée, la société en question devait s'attendre à la perte d'un seul point (soit un déficit anticipé de cinq points), elle n'aurait simplement pas lieu. L'hébertude des consommateurs a jusqu'ici rendu une telle mobilisation marginale inimaginable, mais elle n'en n'est pas impossible pour autant, loin de là.

Ensuite pour garantir notre santé physique et mentale. Les produits de grande consommation qui ne sont pas simplement toxiques sont psychotropes. Par exemple, l'agro-alimentaire constitue un poste très important de nos dépenses (et donc du PIB). L'équation est simple: tout aliment qui a été transformé par l'industrie pour être introduit dans la grande distribution a perdu ses vertus naturelles et a acquis des vices chimiques. Les conditions de l'abattage pourraient-elles être pires? Les conséquences environnementales plus graves? L'emploi-

sonnement par les additifs industriels (hormones, vaccins, antibiotiques, céréales OGM, compléments alimentaires carnés...) plus radical?

Enfin, pour rendre simplement possible la transition vers une société durable. (Je laisse de côté la nécessaire critique de l'idée de «*durabilité*» afin de serrer la question boycott au plus près.) La décroissance est déjà une réalité pour beaucoup de nos concitoyens qui, récession aidant, doivent recalibrer leurs dépenses (les sans emploi sont maintenant plus de 30 pc). Elle n'est cependant presque jamais pensée en tant que valeur positive, en tant que désaliénation. Psychologiquement, il est clair que la décroissance n'est «*simplicité volontaire*» que si l'acteur a le choix entre être et ne pas être simplicitaire. Si sa paupérisation l'étouffe, il ne pourra qu'être attiré par les sirènes consuméristes (voir à ce propos, dans le dossier du Kairos XVI, la distinction salutaire entre pauvreté conviviale, pauvreté volontaire et pauvreté modernisée).

En somme, le citoyen, l'électeur et le travailleur s'effacent devant le consommateur. Une autre réponse est toutefois de plus en plus fréquente: la religion. Ici aussi, une série de distinguos sont nécessaires. Primo, on entend généralement par religion un culte organisé, c'est-à-dire un phénomène social; le sentiment religieux qu'il présuppose est ignoré. Secundo, cette réponse «*religieuse*» est d'autant plus pratiquée que le pouvoir d'achat est bas, que le sentiment de l'injustice sociale est grand, et que l'évidence du racisme et de l'islamophobie occidentaux étouffe des communautés voire des nations entières. Tertio, cette expression religieuse d'un malaise socio-politique est historiquement fréquente. Les irlandais, par exemple, ont donné, plus ou moins spontanément, une forme catholique à leur sentiment nationaliste pendant les 800 ans d'oppression britannique (dont personne là-bas n'a oublié la sauvagerie extrême). Quatro, la religion peut également instiguer des politiques ou être instrumentalisée à des fins politiques... (Cette note a été rédigée avant les événements du 7 janvier.)

Faut-il avoir peur de la dérive totalitaire des «*démocraties*»? Absolument, c'est essentiel car la peur est mobilisatrice. Contrairement aux apparences, le jeu politique actuel ne cherche pas à attiser la peur mais à susciter l'angoisse qui, au contraire, est paralysante. L'angoissé à peur d'avoir peur ou peur d'une menace «*fantôme*» (!), l'appeuré connaît l'ennemi et, selon les circonstances, il fuira ou combattra...

Michel Weber

(1) Voir «*Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement: un traité cryptique aux origines oubliées et aux conséquences secrètement totalitaires*». [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be).

(2) Voir à ce propos, dans le dossier du Kairos 16 de novembre 2014, la distinction salutaire entre pauvreté conviviale, pauvreté volontaire et pauvreté modernisée.

# LES AFFAIRES AU SECRET

Va-t-on assister à l'apparition d'un label «secrets des affaires» pour les entreprises, comparable au «secret défense» des États? Ce dernier leur permet de s'opposer à la publication de certaines informations trop sensibles, et de poursuivre en justice ceux qui se risqueraient à les publier sans son autorisation. L'idée, promue depuis fort longtemps par les enthousiastes de la guerre économique, connaît une actualité brûlante: trois textes sur le sujet sont examinés de façon concomitante au Parlement européen, au Congrès américain et à l'Assemblée nationale française. La coïncidence n'en est pas une: pour la Commission européenne et les États membres de l'UE, l'objectif est de parvenir au plus vite à une harmonisation européenne sur ce point pour pouvoir le négocier dans le TAFTA<sup>1</sup>. Le gouvernement français, de son côté, veut imposer sa vision en mettant l'UE devant un fait accompli en faisant examiner au pas de charge par l'Assemblée quelques amendements glissés dans la «Loi Macron pour la croissance et l'activité», examinée ces jours-ci par le Parlement français (un des amendements déposés prévoit même de permettre aux entreprises de demander la non-publication de leurs comptes annuels).

Au niveau européen, le projet de texte sur lequel le Parlement doit voter d'ici quelques semaines crée la possibilité pour les détenteurs de «secrets d'affaires» de poursuivre en justice quiconque acquerrait, utiliserait ou publierait illégalement ceux-ci. L'intention est de mieux protéger contre le vol une partie des informations non brevetables mais stratégiques d'une entreprise, comme des plans de prototypes, des procédés de fabrication ou des données sur la clientèle. Mais si l'intention est compréhensible, la définition retenue du «secret d'affaires», empruntée mot pour mot à un accord international de 1994 (ADPIC - Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, annexe de celui créant l'Organisation Mondiale du Commerce), pose problème.

Selon cette définition, trois critères suffisent à identifier un secret d'affaires: l'information (ou l'objet) en question doit être confidentielle (connue de peu de personnes), sa confidentialité doit avoir une valeur commerciale et avoir fait l'objet de mesures de protection «raisonnables».

Si cette définition inclut bien les exemples cités précédemment (recettes secrètes, procédés, etc), elle inclut également toute information ou document dont la publication par un journaliste, un syndicaliste ou un lanceur d'alerte nuirait à la réputation de l'entreprise concernée. Elle inclut aussi toute information commercialement significative qu'un ex-employé pourrait transmettre à un concurrent s'il a été embauché par celui-ci: la majorité des affaires de ce genre concerne d'anciens employés (et le problème était d'ailleurs réglé par des clauses de non-concurrence dans les contrats de travail). Des exceptions existent dans le texte pour ces cas, mais sont insuffisantes et de plus ces exceptions sont en grande partie laissées à l'appréciation individuelle des États membres lorsqu'ils transposeront la directive en droit national. Lorsque des individus risquent de se retrouver face à des poursuites ju-

diciaires conçues pour réprimer des entreprises, toute ambiguïté est dangereuse.

Une des informations qu'il serait très intéressant de pouvoir continuer à connaître davantage est en effet la liste des clients des agences de relations publiques. On constate en effet que si certaines pratiques de cette industrie sont parfois difficiles à défendre moralement, il en va de même pour certains de ses clients, à commencer par les régimes parmi les plus brutaux de la planète. Le petit rapport «European PR firms whitewashing brutal regimes» que nous venons de publier raconte ainsi quelques histoires concernant Gplus, Burston Marsteller, Levick, M&C Saatchi, Hill & Knowlton, Weber Shandwick, BGR Gabara, Bell Pottinger, Portland Communications... Autant de noms peu connus du grand public alors que ces agences de relations publiques européennes et américaines travaillent pour des régimes



tels que la Russie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Nigeria, le Qatar... en venant en aide à l'image de tous ces régimes autoritaires dans les médias occidentaux. Il faut espérer que les récentes résolutions en faveur de la liberté d'expression et d'information trouveront matière à s'employer pour s'opposer à ces menaces, et plus largement contre les assauts en cours contre ce qui reste de démocratie en Europe.

Ainsi, le TAFTA: parmi les nombreux points posant problème dans ces négociations commerciales entre l'UE et les USA figure la question des tribunaux d'arbitrage privés internationaux, ouverts aux plaintes d'entreprises contre des États qui auraient pris des décisions nuisibles à la rentabilité de leurs investissements. Devant les protestations, la Commission européenne a organisé une consultation publique, qui a recueilli le nombre record de presque 150 000 soumissions. 97 % des participants se sont prononcés contre le principe de tels tribunaux dans les accords TAFTA et CETA (un traité similaire avec le Canada en cours d'approbation). La réponse de la Commission a été... de ne rien modifier aux dispositions sur ce point dans le CETA, et d'organiser de nouvelles consultations publiques sur le TAFTA pour améliorer le système, répétant que la décision finale sera de toute façon prise par les négociateurs et Juncker et Timmermans eux-mêmes (respectivement Président et Vice-président de la Commission).

Il est un autre point important du TAFTA qu'il importe de connaître et dénoncer, au risque de se répéter: les mécanismes de «coopération réglementaire» permanente actuellement discutés entre les États-Unis et l'UE.

Ces dispositifs permettraient aux deux partenaires de négocier à plus long terme sur les points d'achoppement rencontrés lors des négociations – tels que réglementation des produits chimiques, traitements sanitaires, biotechnologies végétales ou régulation bancaire. Alors que l'expression «coopération réglementaire» semble assez innocente, la proposition actuellement sur la table éloignerait certaines des questions les plus problématiques du TAFTA du droit de regard public.

L'instance supposée en charge de superviser et de développer la coopération réglementaire serait le «Conseil de coopération réglementaire». Il serait constitué de hauts fonctionnaires du Secrétariat général de la Commission européenne, des autorités commerciales des États-Unis et de l'UE, du Bureau de l'information et des affaires réglementaires aux États-Unis (OIRA, US Office of Information and Regulatory Affairs) et de «parties prenantes» (traduire: lobbyistes). Cette institution publique transnationale d'un nouveau genre ajouterait une couche «transatlantique» au processus législatif et réglementaire, avec un filtre de lecture particulier: chasser les «barrières au commerce», autrement dit les différences existantes (mais aussi futures) entre les réglementations européennes et états-uniennes applicables aux entreprises. Une étonnante combinaison d'autisme analytique et de pouvoir politique. Ces fonctionnaires pourraient, avant même qu'un projet de loi ne soit discuté par les élus, affaiblir voire s'opposer à des propositions législatives visant à réguler l'activité économique, ou à l'inverse promouvoir des propositions législatives qui réduiraient les exigences pour les entreprises.

Il faut insister: ce processus se déroulera en amont des circuits habituels de prise de décision démocratique des deux côtés de l'Atlantique, empêchant les parlements nationaux et les conseils régionaux et locaux d'être pleinement impliqués. De bonnes idées de réglementation dans l'intérêt général pourraient être stoppées avant même d'être discutées par une assemblée d'élus. A l'inverse, des idées favorisant de puissants intérêts commerciaux pourraient être présentées pour adoption comme telles, à prendre ou à laisser, sans marge de manœuvre des élus pour les modifier, sur la base d'un accord préalable entre groupes de pression, autorisés de l'UE et des États-Unis et un groupe restreint de fonctionnaires n'ayant aucun compte à rendre. La coopération réglementaire pourrait sérieusement affaiblir le contrôle démocratique des lois à venir. Sa mise en place dans le cadre du TAFTA fait craindre un avenir fait d'attaques en coulisses contre les réglementations, avec de hauts fonctionnaires et des groupes de pression comme seuls protagonistes.

Martin Pigeon

(1) NDLR. Transatlantic Free Trade Area, ou Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, repris aussi comme TTIP

# TOUS CHARLIE? PLUS COMPLEXE...

**P**eu après l'attaque contre le journal Charlie Hebdo, la Ministre française de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Najat Vallaud-Belkacem, répondait à une question d'un député. Elle commençait ainsi son allocution à l'Assemblée: «*Le 7 janvier dernier, sitôt la stupeur et l'horreur passées, les enseignants de toute la France ont très vite compris que l'école serait en première ligne pour réagir face à ces attentats, pour expliquer aux élèves l'inexplicable, et pour gérer leurs émotions et leurs réactions. Et dans la foulée, je leur ai en effet adressé une lettre leur demandant non seulement de faire respecter la minute de silence le lendemain, mais aussi de créer des espaces d'échanges et de dialogue. Ils l'ont fait, je les en remercie*»<sup>1</sup>.

Ils ont obtempéré, elle les en remercie. Mais la Ministre annonce vite le plus important, à savoir le non-respect de l'injonction gouvernementale, constituant le prétexte au déploiement de l'action politique: «*Ça ne s'est pas toujours bien passé. Des incidents ont eu lieu, ils sont même nombreux et ils sont graves et aucun d'entre eux ne doit être traité à la légère. Et aucun d'entre eux ne sera traité à la légère. Vous me demandez combien nous sont remontés? Je vais vous répondre. S'agissant de la minute de silence elle-même, c'est une centaine d'incidents qui nous ont été remontés*». A cela, le pouvoir a demandé plus de vigilance, mais «*une nouvelle centaine d'événements et d'incidents nous ont été remontés*». Inacceptable donc, les sujets n'ont pas compris... Et celle qui juste avant évoquait la nécessité de «*créer des espaces d'échanges et de dialogue*», nous fait comprendre que l'ordre et «le respect» priment sur ceux-ci. L'échange et le dialogue, ce sont des mots vides qu'ils n'utilisent que quand ils savent qu'ils ne devront pas les mettre en œuvre. Après la défiance qui est pour eux intolérable, ils sautent l'étape de la compréhension et du dialogue pour rejoindre celle qu'ils attendaient depuis le début: la répression. Elle ajoute donc que, parmi les élèves récalcitrants<sup>2</sup>, «*une quarantaine ont d'ailleurs été transmis aux services de police, de gendarmerie, de justice, parce que pour certains il s'agissait même d'apologie du terrorisme. Nous ne pouvons pas laisser passer cela*». Et de revenir sur le rôle de l'école tout en reprenant aveuglément cet oxymore répression/dialogue: «*L'école est en première ligne, elle sera ferme pour sanctionner, pour créer du dialogue éducatif, y compris avec les parents car les parents sont des acteurs de la coéducation*», contradiction qui démontre en filigrane les véritables intentions de l'oratrice, et des ectoplasmes réunis de l'Assemblée qui s'y reconnaissent tous et l'applaudissent sauvagement.

Mais voilà la perle de son discours, celle qui énonce tout, exalte ce qu'est le plus souvent pour ceux qui nous gouvernent, la liberté d'expression: «*L'école est en première ligne aussi pour répondre à une autre question car même là où il n'y a pas eu d'incidents il y a eu de trop nombreux questionnements de la part des élèves, et nous avons tous entendu les "oui je soutiens Charlie, mais..."*», *Les deux poids deux mesures*. «*Pourquoi défendre la liberté d'expression ici et pas là?*» *Ces questions nous sont insupportables, surtout lorsqu'on les entend à l'école qui est chargée de transmettre des valeurs*».



Illustration: Aurore Vegas

Ne pas répondre aux «mauvaises» questions des élèves. L'ordre est donné. La messe est dite. Et les croisés lancés à l'assaut, non pas seulement contre ceux qui refuseraient, mais aussi contre tous ceux qui ne feraient que douter et questionner les «valeurs» de la République... Le doute vous habite? «Coupable!» Vous n'aviez qu'à «penser» ce qu'on vous avait dit de penser. Et donc ne pas penser...

Du dialogue, Madame la Ministre? Non, ce n'est qu'un jeu de langage: des actes, pour empêcher la pensée de s'exprimer! «*Je mobilise l'ensemble de la communauté éducative pour que nous ne répondions pas que par des discours mais par des actes forts*». Le discours n'est plus «l'expression verbale de la pensée» de chacune des parties, mais le conformisme pré-établi par celle qui prédomine, avec laquelle la pensée de l'autre ne peut que concorder.

Les enfants et adolescents qui font «l'apologie du terrorisme» sont-ils d'une autre espèce, Madame Vallaud-Belkacem? Pourtant, répondre par la répression à leur liberté d'expression, c'est refuser de comprendre ce qui les motive à agir ainsi, donc les considérer comme uniques responsables de ce qu'ils sont (logique libérale), et les aider à devenir ceux-là mêmes que vous disiez combattre: les terroristes!

Il y a peu de déclaration officielle qui illustre aussi bien la récupération post-trauma et les implications concrètes qu'elles induiront. La dérive totalitaire démocratique, l'interdiction de penser, ont commencé: accrochez-vous! Les arrestations et mises

en examen d'adultes mais aussi de mineurs, ne cessent plus depuis l'affaire Charlie. Le pouvoir reprend du galon, les journalistes se gargarisent avec leur «liberté d'expression». Pendant ce temps, les affaires continuent...

Nous avons voulu, dans ce dossier, montrer ce que la liberté d'expression était réellement pour nous, non pas celle que l'on brandit comme un slogan et que les politiciens et grands médias instrumentalisent pour mieux se protéger (pages 10-11), mais celle qui ne se dit pas mais s'exerce. Nous sommes gavés de leur duplicité, de leur récupération des questionnements et de la colère légitimes; les rassemblements ont été symbolisés par les médias comme l'expression suprême de l'unanimité d'un individu-foule, faisant oublier les conflits qui transpercent nos sociétés occidentales et la domination passée et présente sur laquelle elles reposent (pages 12-13-14). Nous ne nions donc pas la souffrance, nous ne la raillons pas plus (page 15), mais expliquons qu'elle nous écarte d'une certaine vérité, dont peut-être celle que le principal terroriste n'est pas toujours celui qu'on croit (page 16).

**Dossier coordonné par Alexandre Penasse**

(1) <http://www.najat-vallaud-belkacem.com/2015/01/14/najat-vallaud-belkacem-je-mobilise-la-communauté-éducative-pour-repondre-par-des-actes-forts/>

(2) «Qui résiste avec opiniâtreté, entêtement», nous dit le dictionnaire.

# NOUS NE SOMMES PAS TOUS CHARLIE

Lorsqu'on décide d'écrire un article autour des événements qui ont eu lieu hier<sup>1</sup> à Paris, dans les locaux de Charlie-Hebdo, et que l'on essaye de traiter le sujet de façon critique, la pression idéologique est telle que l'on sent tacitement cette obligation morale de préciser dès le départ que l'on condamne les faits, faits auxquels les commentateurs ajoutent le plus souvent un ou des qualificatifs forts: crapuleux, barbares, ignobles, sataniques... Au fond, ce qui ne se pose pas comme question dans pareil cas, c'est l'anormalité d'avoir, comme journaliste, à préciser cela: quelles personnes morales, institutions ou autres représentants, opposés ou non aux idées défendues par les victimes, ne verraient donc pas dans une telle tuerie quelque chose de mal? L'acte a d'ailleurs été condamné mondialement et unanimement par tous les États, tous les cultes confondus, dans une communion idéologique que seul ce genre d'événement mobilise.

Dès lors que le consensus est seul maître, nous craignons de dire autre chose, nous n'osons plus, si nous le savons encore, penser: tout se cristallise sur des victimes que l'on décrit de façon dithyrambique et sur une volonté grégaire de ne former qu'un corps social non partagé par des conflits: «*aujourd'hui, la France a été attaquée en son cœur*», dira au soir du 7 janvier François Hollande; corps social décrit dans des termes élogieux, porteur suprême de la liberté. Penser la chose, ce n'est pourtant pas se jeter dans des hommages pathétiques à répétition, mais voir certainement dans cette indignation, le plus souvent affectée, une signification: si l'on médiatise ce qui est évident, c'est que cette médiatisation a une autre fonction, plus importante que celle qu'on croit et qui nous paraît évidente. Car que dire de journaux qui ont fait de la désinformation leur fond de commerce, qui tous les jours nous gavent de faits divers dont la description rend hermétique notre rapport à l'autre et nous mène à catégoriser et hiérarchiser sans cesse les sociétés en groupes ethniques, sans nous expliquer en quoi l'inégalité génère la misère? Les laudateurs des «je suis Charlie», les mêmes qui au lendemain des attentats du 11 septembre nous faisaient dire «nous sommes tous Américains», jouent la carte de l'émotion et font feu de tout bois; ils profitent d'un fait pour occulter leur part de responsabilité dans l'état du monde, et rebondissent en s'instituant d'emblée comme victimes de la haine contre la liberté d'expression. Ils ressassent, générant l'association automatique entre les victimes de Charlie-Hebdo et eux-mêmes, potentielles victimes à venir<sup>2</sup>: «**Nous** pouvons donc **mourir** pour avoir écrit et fait rire», nous dit l'inébranlable icône outre-cuidante du Soir, Béatrice Delvaux<sup>3</sup>, dans un vibrant appel à haut risque pour «*continuer à l'ouvrir*»... nous qui pensions qu'elle l'avait toujours fermée, sauf quand il s'agissait de défendre patrons et capitaines d'industrie.

A nouveau donc, la pensée est morte. Et les journalistes peuvent user d'un événement, ayant eu lieu sur leur propre terre, ce qui est rare, pour créer l'une des deux illusions d'un contre-pou-

voir que Serge Halimi mettait en évidence dans son ouvrage «*Les nouveaux chiens de garde*»: celle qui se nourrit de la tragédie. Comme il le dit: «*Bien involontairement, ces victimes du "devoir d'informer" alimentent la légende dorée dont sont friandes une profession normalisée et ses vedettes révérencieuses*»<sup>4</sup>, légende d'un pouvoir dénué de tout intérêt mercantile et traitant l'information en toute objectivité. Les mêmes qui, tirant parti d'un événement tragique, s'instituent en grand défenseur de la liberté d'expression, nous narrent-ils les censures quotidiennes de leur rédaction? Celle par exemple dont fut l'objet Hervé Kempf pendant son enquête sur la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, et qui dira dans son article «*Adieu Le Monde, vive Reporterre*»: «*Ce 2 septembre, quinze ans et un jour après y être entré, je quitte Le Monde (...)* *Que je quitte volontairement un titre prestigieux étonnera peut-être. Mais certes moins que la raison qui m'y pousse: la censure mise en œuvre par sa direction, qui m'a empêché de poursuivre dans ce journal enquêtes et reportages sur le dossier de Notre Dame des Landes. Au terme de l'histoire que je vais ici retracer, il ne me restait qu'une issue, si je voulais conserver la liberté sans laquelle le journalisme n'a pas de sens: abandonner le confort d'un salaire assuré et de moyens de travail avant que soit étouffée la dernière marge d'expression qui me restait*»<sup>5</sup>. Ils n'évoqueront donc pas les censures qui font vivre la presse qu'ils choisissent de faire, et préféreront profiter de façon opportuniste d'un moment pour maintenir l'illusion de leur indépendance: «*Nous sommes tous Charlie*» (Libération), «*La liberté assassinée*» (Le Figaro), «*Ils ne tueront pas la liberté*» (Le Parisien)...

François Hollande n'en dira pas moins, lui qui est un proche ami de Matthieu Pigasse, banquier d'affaires directeur de la Banque Lazard, propriétaire des *Inrockuptibles* et du quotidien *Le Monde*, avec une famille bien ancrée dans la presse, notamment un frère, Nicolas Pigasse, qui sait ce qu'est la «liberté d'expression» en tant que propriétaire de... *Public*, le magazine *people* par excellence. Hollande qui, en 1985, dira dans un ouvrage écrit sous pseudonyme, avec trois autres acolytes bien placés: «*Finis les rêves, enterrées les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires abaissés, les effectifs de la police renforcés, la Défense Nationale préservée, les entreprises modernisées, l'initiative libérée*»<sup>6</sup>. Il n'y avait pas eu d'attentats à l'époque, mais soyons sûrs que les effets de ces politiques et de celles qui suivront, plus que favorables au capital, ont eu leurs répercussions sur les couches sociales les plus faibles, notamment en créant un vivier de pauvreté et de rancœurs, d'espoirs déçus dans une société du spectacle faisant de la star le modèle à suivre, de désespoir et donc de haine dans ce qu'ils appellent maintenant les ZUS (zones urbaines sensibles).

Deuil national décrété, drapeaux en berne, rassemblements de milliers de manifestants en France et dans d'autres pays européens. Le temps n'est

pas à la réflexion, à la mesure et à la compréhension; il ne l'est donc pas pour, esprit libre, échauffer toutes les hypothèses. Certes, les cerveaux étaient prêts, tant les médias de masse ont fait leur travail, avec en France TF1 en tête d'audience, appartenant à Bouygues, groupe industriel qui a fait de la chaîne, privatisée en 1987, l'étendard de la modernité abrutissante, du divertissement des «consom'acteurs», simples réceptacles de contenus créateurs de désirs d'acheter les produits qu'il vantent à longueur de journée dans leurs publicités.

## LA GRANDE MESSE DE HOLLANDE

Le discours solennel<sup>7</sup> de Hollande au soir du 7 janvier reprend les éléments de propagande classique que l'on vient de décrire.

- il crée des héros: «*ces hommes, cette femme, sont morts pour l'idée qu'ils se faisaient de la France, c'est-à-dire la liberté. Ce sont aujourd'hui nos héros*», autour desquels se cristallise le sentiment national et se prépare l'unité.

- il gomme les différences entre les individus pour les rassembler sous une identité commune. A ce titre, ce n'est pas un journal qui a été attaqué, c'est la France: «*aujourd'hui c'est la République tout entière qui a été agressée*»;

- par cette figure de rhétorique, l'attaque se mue en attaque contre les valeurs de la République: «*La République, c'est la liberté d'expression; la République, c'est la culture, c'est la création, c'est le pluralisme, c'est la démocratie. C'est ça qui était visé par les assassins. C'est l'idéal de justice et de paix que la France porte partout sur la scène internationale*». Ou même, atteignant le summum de ce que Georges Orwell avait pu pressentir (la guerre, c'est la paix, tuer c'est faire vivre): «*Ce message de paix, de tolérance, que nous défendons aussi à travers nos soldats pour lutter contre le terrorisme et le fondamentalisme*»;

- il prépare les esprits à la guerre permanente, déploie la stratégie de la tension, instille la peur: «*Des forces de sécurité vont être déployées partout, là où il peut y avoir le début d'une menace*»<sup>8</sup>;

- le plus important: il interdit de penser autrement, il oblige à l'unité (Sarkozy dira dans son allocution: «*C'est un impératif d'unité nationale auquel nul ne peut et ne doit se soustraire*», la parole sacrée propagée par les médias ne peut donc être profanée), à l'unanimité, éléments prémonitoires d'une intolérance à venir et d'une censure organisée par les médias et l'État, censure qui sera perçue, vu la gravité des faits, comme encore plus acceptable: «*Nous devons être nous-mêmes conscients que notre meilleure arme, c'est notre unité, l'unité de tous nos concitoyens, face à cette épreuve. Rien ne peut nous diviser. Rien ne doit nous opposer.*

Rien ne doit nous séparer. La liberté sera toujours plus forte que la barbarie» ;

- pour ce faire, il crée donc un ennemi, essentiel, qui assure la cohésion du groupe: «*La France, elle a toujours vaincu ses ennemis quand elle a su justement faire bloc autour de ses valeurs, c'est ce que je vous invite à faire*». Quoi qu'en disent les discours affectés d'apaisement, il nomme et identifie celui qui depuis longtemps était désigné comme le coupable: le musulman<sup>9</sup>.

Il faut ajouter que, devenant les symboles de la liberté d'expression, ces «*victimes du devoir d'informer*», muées en «*héros*», répandent sur la presse de façon générale et indifférenciée le souffle de l'audace et de la témérité. Les journalistes deviendraient ainsi les derniers remparts contre la barbarie, au risque de leur vie. Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du Soir, proche du monde de l'argent et de la finance<sup>10</sup>, qui dans les trois dernières émissions du Grand Soir a pris plaisir à mettre, sur une chaîne publique (*La Première*), Pieter Timmermans (administrateur délégué de la Fédération des Entreprises de Belgique, le 13.12), Didier Reynders (copain des patrons et accessoirement Vice-premier et ministre des Affaires étrangères, le 20.12) et Etienne Davignon (richissime industriel belge, le 03.01) «*sur le grill*»<sup>11</sup>, profite de l'occasion «*Charlie*» pour feindre l'audace de sa rédaction: «*l'assassinat des caricaturistes de «Charlie-Hebdo» est une chape de plomb qu'on vient de plaquer sur notre liberté d'expression (...) C'est la liberté de tous les démocrates qui est menacée par la vengeance meurtrière de quelques barbares qui ne peuvent supporter qu'on pense autrement qu'eux (...) Aurons-nous la force et le courage de tenir bon? C'est l'effet le plus insidieux de cette boucherie ostentatoire: faire taire, pousser au silence, faire rentrer dans "le rang", sous le coup de la crainte, nouvelle, de perdre la vie. Notre premier devoir de mémoire pour les morts de «Charlie-Hebdo» sera donc la lutte, la résistance: continuer à l'ouvrir*». Bravo! Quel spectacle, quel tour de prestidigitation Madame Delvaux! Heureusement, tous ne sont pas dupes, et vos boniments ne masqueront pas votre parti pris. Votre vie n'est pas en danger Madame Delvaux, n'ayez crainte, vous nagez dans le courant. Vous êtes dans «le rang».

## « NOUS SOMMES TOUS CHARLIE » ... MAIS D'AUTRES LE SONT UN PEU MOINS

Peut-on dire, ose-t-on dire, que cet «attentat» tombe à point, à l'heure où il faut faire passer la pilule de l'austérité? Que c'est une véritable offrande qui est faite au gouvernement français et à son président en chute libre dans les sondages, mais également du pain bénit pour Sarkozy et Marine Le Pen, qui ont débuté leur campagne médiatique pour les présidentielles de 2017? Qu'à nouveau le «sentiment national» transcende toutes réflexions individuelles et collectives construites et crée l'illusion, derrière le «nous sommes tous Charlie» – qui est au fond un «nous sommes tous Français», donc un «nous sommes tous Occidentaux» –, d'une identité commune gommant les différences interindividuelles – notamment celle en terme de richesse – (car quand nous sommes tous Charlie, il n'y a plus de pauvres, il n'y plus de riches), et ostracisant un groupe qui est, nécessairement, un peu moins, ou pas du tout «Charlie» (pas besoin de citer lequel)? Dire cela, ce n'est pas nourrir la théorie du complot, mais c'est énoncer que les avantages collatéraux d'un tel attentat sont tellement importants qu'on ne peut ignorer d'autres pistes.<sup>12</sup>

Mais dans pareils cas, toutes les valeurs s'inversent à nouveau. Obama, président friand des exécutions extra-judiciaires, assure Hollande de sa solidarité et du soutien à la lutte contre le terrorisme. N'est-ce pas l'administration Obama qui a «autorisé l'élimination physique, hors des frontières des Etats-Unis, de personnes désignées plus ou moins



Illustration: Elise Wilk

hâtivement comme «terroristes», quand bien même elles ne participent pas directement à des opérations armées»? «M. Obama [qui] a intensifié le programme «secret» d'exécutions sommaires visant des ressortissants étrangers»? John Kerry s'exprimant pour la première fois en français à l'attention des Français, dira: «*Les Américains sont solidaires de votre détermination à protéger la valeur qui fait si peur aux extrémistes et qui a toujours uni nos deux pays: la liberté!*»<sup>13</sup> Le gouvernement américain qui parle de liberté, c'est un peu comme si un tortionnaire ouvrait un salon de massage. Kerry évoque le pouvoir de la liberté d'expression contre l'obscurantisme? Cocasse, «*alors que son pays n'a cessé depuis 1995 de bombarder et de détruire les télévisions qui lui faisaient ombre en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak et en Libye*».<sup>14</sup>

Soyons sûrs d'une chose, cet événement du 7 janvier 2015 porte un coup inédit à la liberté d'expression, non pas de ceux qui la défendaient dans les marges acceptées du spectacle démocratique moderne, mais de celle qui se veut radicale et osait dire ce qui ne peut pas se dire, ce qui ne veut pas se dire. En France, et cela aura des répercussions en Belgique, cet événement prendra l'ampleur, en terme de réactions politiques, d'un 11 septembre. La situation, dans ce qu'elle offre de réactions médiatiques et politiques à tout cela, signe certainement un début de dérive autoritaire et d'attaque contre ceux qui dénoncent le système dans lequel nous sommes, et est sans précédent. Il sera d'autant plus difficile de dire, et de faire passer le message massivement, que la presse de masse est partie prenante dans la situation du monde que nous vivons.

Nous ne sommes donc pas tous Charlie, car au-delà de l'événement tragique, cette identification organisée médiatiquement et reprise en cœur par la foule, occulte la réalité, tue l'esprit critique, nous empêchant notamment de voir à quel point la presse de masse a généré le monde dans lequel nous vivons.

Alexandre Penasse

- (1) L'article a été rédigé le 8 janvier, lendemain de l'attaque dans les bureaux de Charlie-Hebdo. Le texte ici publié est demeuré le même, excepté quelques adaptations temporelles. Seul un changement, destiné à ne pas heurter certains lecteurs, mais que l'auteur de cet article fait à contrecœur, est selon nous important à préciser: il s'agit de la citation d'un journaliste, que volontairement nous ne citerons pas. Ceci pour que le lecteur se focalise non par sur l'identité de celui qui a énoncé les propos mais sur la véracité, ou non, de ce qu'il a dit.
- (2) Il ne faudrait pas non plus, comme c'est en train de se faire, voir dans Charlie-Hebdo le chantre du journalisme indépendant et radical, opposé au système capitaliste et hors du système de pensée dominant. Celui-ci, s'il a le droit et le mérite d'exister, reste ce qu'il est, avec ses intérêts et ses contradictions, ses coups de gueule acceptés et acceptables. L'indignation aurait-elle été la même si un journal anticapitaliste par exemple, avait été attaqué de façon identique?
- (3) C'est nous qui soulignons. <http://www.lesoir.be/752277/article/debats/edits/2015-01-08/continuer-l-ouvrir>
- (4) Serge Halimi, «*Les nouveaux chiens de garde*», Éditions Raison d'agir, 2005.
- (5) [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)
- (6) Cité dans «*La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*», Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Éditions La Découverte, 2014.
- (7) Le terme *solennel* provient du latin religieux. Les citations non sourcées qui suivent sont tirées de l'allocation télévisée de Hollande au soir du 7 janvier.
- (8) Question du jour sur leparisien.fr: «*Après l'attentat à Charlie-Hebdo, craignez-vous pour votre sécurité?*».
- (9) Il semble que des lieux de cultes aient déjà fait l'objet d'attaques en France (au Mans et dans l'Aude notamment), ce 8 janvier. Depuis <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/01/12/01016-20150112ARTFIG00395-les-actes-anti-musulmans-se-multiplient-depuis-l-attaque-de-charlie-hebdo.php>
- (10) Elle a préfacé le livre d'Albert Frère, «*Albert Frère, le fils du marchand de clous*», et a été stagiaire au FMI.
- (11) [http://www.rtf.be/lapremiere/emissions\\_le-grand-oral?programId=5633](http://www.rtf.be/lapremiere/emissions_le-grand-oral?programId=5633). Rassurez-vous, les invités n'ont pas souffert, et les questions sont demeurées dans le cadre journalistique accepté.
- (12) Voir note de bas de page 1, en excusant l'auteur qui comprendra, nous l'espérons, le sens plus important que de la sorte nous voulons donner à celui défini par les médias de «liberté d'expression», notamment.
- (13) Lire «*Le président Obama, du prix Nobel aux drones*», [www.monde-diplomatique.fr/2012/10/MADAR/48242](http://www.monde-diplomatique.fr/2012/10/MADAR/48242)
- (14) Voir note de bas de page 1 et 12.

# LE SUJET, LA FOULE & LA PENSÉE CRITIQUE

*« L'affiliation politique, l'appartenance nationale et les premières fidélités ne doivent à aucun moment prendre le pas sur les critères de vérité attachés au malheur et à l'oppression. Rien ne défigure plus l'image publique de l'intellectuel que le louvoiement, le silence prudent, le vacarme patriotique et le reniement théâtral »*  
(« L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident », Edward Saïd)

*« L'argument selon lequel il ne faudrait pas dire certaines vérités, car cela "ferait le jeu" de telle ou telle force sinistre est malhonnête, en ce sens que les gens n'y ont recours que lorsque cela leur convient personnellement (...) Sous-jacent à cet argument, se trouve habituellement le désir de faire de la propagande pour quelque intérêt partisan, et de museler les critiques en les accusant d'être "objectivement" réactionnaires ».*  
(« Orwell ou l'horreur de la politique », Simon Leys')

Que dire des rassemblements qui ont eu lieu dans les pays occidentaux à la suite du massacre de Charlie-Hebdo ? Sont-ils le signe d'une résurgence de la solidarité et de la fraternité ou, très paradoxalement a priori, l'expression d'un individualisme foncièrement ancré dans la société et dans nos existences ? Opter, dans une analyse critique, pour la deuxième solution, à première vue très contradictoire – ne penser qu'à son propre bien-être tout en se rassemblant dans un but semble-t-il gratuit –, générera certainement chez certains lecteurs un sentiment étrange qui leur fera penser que l'auteur de cet article a pris certaines substances qui sous l'effet d'une sorte d'euphorie intellectuellement inhibante l'empêcheraient d'exercer sa raison. Car en effet, comment ne pas voir dans un tel rassemblement (des millions de personnes dans la rue !), le signe d'un retour du collectif ? Comment ne pas déceler dans l'agrégat d'individus autour d'une même cause apparente le signe évident d'un début de quelque chose d'autre ?

Au risque de déplaire, nous ne voyons pas là un signe d'une rupture avec l'ordre dominant. Si tel était le cas, si vraiment cette masse était l'équivalent d'une collectivité muée par des principes humanistes, nous serions devant une période révolutionnaire historique, que nous attendons. Au contraire donc, ce mouvement de masse a tout des phénomènes de « mise en commun » qui conservent cette caractéristique profonde du système qui les a engendrés : l'individualisme. Comment en effet penser qu'un seul événement viendrait bouleverser des décennies de pensée atrophiée ? Alors qu'on nous persuade des bienfaits de la concurrence, du marché libre et non faussé, de l'élitisme et du « qui veut peut », de la prévalence de l'avoir sur l'être, comment pourrait-on tout à coup recouvrer la part d'humanité qui s'est échappée dans les méandres d'une société dévolue au « toujours plus » ?

Les rassemblements ont-ils dès lors d'autres objectifs que de se rassembler ? Comment croire, même si nous le souhaiterions, qu'ils sont le reflet d'une autonomie individuelle<sup>3</sup> plutôt qu'une manifestation de notre ancrage dans une culture individualiste qui rend difficile l'empathie et la capacité de se mettre à la place de l'autre ? Au fond, le choix du rassemblement donne la réponse à la question, car l'acte est en lui-même le symptôme d'une société habituée au spectacle, que ce soit celui du mondial ou des commémorations officielles - Lady Di ou Michael Jackson -, d'une société plus habituée aux cérémonies « en direct » qu'au cercle restreint et intime d'où les caméras sont absentes. La recherche de cette foule unanime symbolise donc ce que l'individu est devenu dans nos sociétés :

un être qui n'a jamais été aussi peu autonome. Et la foule est une réponse à cet état. Comme le disait Freud dans son essai *Psychologie des foules et analyse du moi*, « les liens affectifs féconds que nous reconnaissons dans la foule suffisent pleinement à expliquer un de ses caractères, le manque d'autonomie et d'initiative chez l'individu pris isolément, l'identité de sa réaction et de celle de tous les autres, pour ainsi dire sa réduction au rang d'individu de foule »<sup>4</sup>. L'effacement du conflit dans une unité édictée médiatiquement marque cette « identité de la réaction » : tous, quels qu'ils soient, dominés, dominants, pauvres, riches, exploités ou exploités, Juifs, Arabes, Blancs, Noirs, ..., tous doivent être identiques, « Charlie », leur présence même et la force du nombre taisant les conflits profonds qui traversent cette société. Et la conjonction de la mort et des réactions émotionnelles qu'elle suscite en général, avec l'inévitable identification aux victimes – « ça aurait pu être moi – en ce sens que la mort d'un autre est toujours un peu la nôtre à venir –, avec la sommation médiatico-politique à s'unir, amènent cette ressemblance curieuse que l'on retrouve dans les récits hagiographiques des enterrements, où tous les êtres partis s'auréolent de cette aura de la perfection ; à la différence que dans

le cas qui nous occupe cette hagiographie déborde les seules personnes que la mort a touchées pour se répandre dans le domaine des opinions politiquement exprimables. Ce genre d'événements est donc une aubaine pour le discours néo-libéral et ceux qui le répandent, car à l'instar des propos dithyrambiques offerts au défunt qui refuse toute rature dans le récit, celui-ci exclut par principe toute dissidence. Difficile alors d'être submergé par une émotion, de marcher avec en tête de cortège les maîtres du monde et de pouvoir exprimer dans les mêmes temps les responsabilités historiques de l'Occident. On mélange l'émotion ressentie avec notre regard sur les politiques occidentales, on ne se détache pas des victimes, avec ce que cela a comme corollaire : on ne peut les voir que comme des martyrs a-historiques de la liberté d'expression, non comme des individus dont le basculement au rang de victimes dépasse leur personne même. Dès lors, ceux qui rompent le pacte tacitement imposé (par les médias, tous ceux qui l'acceptent et propagent la bonne pensée mais aussi par tous ceux qui se disent que quelque chose ne va pas mais qui se taisent en attente qu'un quidam se lève et dénonce la supercherie... donc qui donnent le plus souvent à croire aux autres qu'ils adhèrent à la



doxa) sont au plus vite relégués au rang d'amoraux, la critique sociale et l'activité intellectuelle s'assimilant, par un formidable rapprochement, à l'absence de sens moral.

Émotion et raison ne sont donc pas bonnes amies. Et la foule, en ce sens, exalte la première, éteignant la seconde. Freud continue ainsi, soulignant le surplus d'affectivité qui se substitue à la capacité de réfléchir et empêche d'attendre: «*mais la foule, lorsque nous la considérons comme un tout, montre bien davantage; les signes d'affaiblissement du rendement intellectuel et de désinhibition de l'affectivité, l'incapacité de se modérer et de temporiser, la tendance au dépassement de toutes limites dans l'expression des sentiments et à leur décharge totale dans l'action*». En ce sens, le rassemblement est moins le signe d'un «réveil» soudain que la preuve d'un endormissement qui continue; moins le symbole d'un équilibre que la manifestation profonde d'un malaise. D'aucuns diront peut-être qu'il n'est pas possible de temporiser après un tel acte. Je répondrais deux choses: d'abord que cet empressement a déterminé les réponses politiques à venir, les plus importantes ayant été décidées dans les heures et les jours suivants (le plan vigipirate notamment), c'était donc là signer un blanc seing au gouvernement; ensuite, qu'il est étrange que cette temporisation ne soit pas possible pour certains actes (Charlie-Hebdo) mais bien pour d'autres (Gaza ou Boko Haram).

## L'ÉMOTION MISE EN SPECTACLE

Et la télé, qui a fait du rire et des pleurs des instruments de son pouvoir invoqués pour faciliter la vente de produits exaltés dans des publicités, a merveilleusement «récupéré» (peut-on parler de «récupération» et non plutôt de «création» dès lors que ce sont ces médias qui par définition médiatisent l'événement dans le sens qu'ils choisissent) l'émotion collective, au détriment des tentatives de comprendre, qui sont moins bonnes vendeuses<sup>5</sup>. Et c'est aussi cette habitude d'être «seul ensemble» - *la télé réunit le séparé* disait très justement Guy Debord - qui a initié la volonté de sortir de la passivité et d'être dans l'image; la foule séparée qui auparavant regardait passivement les événements (chaque individu devant son écran) est maintenant réunie<sup>6</sup>... pour mieux retrouver le soir devant son écran la lecture de la réalité à laquelle elle a participé le temps d'une après-midi: «*Avec plus de 5 millions de téléspectateurs rassemblés devant le magazine d'information [Envoyé Spécial] ce jeudi soir [le 8 janvier, le lendemain de l'attaque], France 2 arrive en tête des audiences. Il s'agit du meilleur score du magazine depuis le début de sa saison (...)* À titre de comparaison, le dernier numéro du magazine, diffusé le 18 décembre 2014, a réuni 3,6 millions de téléspectateurs et 14,4 % du public. L'émission était arrivée en deuxième position derrière la fiction de TF1 Léo Matteï, *Brigade des mineurs* à 3,9 millions de téléspectateurs.», (...) «*Ce jeudi soir, Envoyé spécial a réuni 5,1 millions de téléspectateurs, soit 20,7 % du public selon Médiamétrie, permettant ainsi à France 2 de se hisser en tête des audiences. L'émission, présentée par Guilaine Chenu et Françoise Joly dépasse ainsi la série française de TF1 No Limit (Sic), à 4,2 millions de téléspectateurs et 16,9% de part d'audience*», pouvait-on lire sur divers sites friands des chiffres d'audimat et des parts de marché, qui ne s'embarrassent pas de savoir si comparer les chiffres d'audience entre une émission sur les morts de Charlie-Hebdo et la série *No Limit* (qui porte bien son nom dans ce cas-ci... ironie!) n'a pas quelque chose d'indécent. Outre que les sujets de ces séries ressemblent étrangement à la réalité (ou que la réalité ressemble étrangement à ces séries...), il est affligeant de constater ce palmarès en terme d'audience qui ne s'encombre d'aucune considération morale.

Par ailleurs, au-delà de la diversité d'opinions qui traversent la foule, quels messages implicites ce mouvement peut donner (car qui va médiatiser l'événement après, qui va choisir de donner tel titre

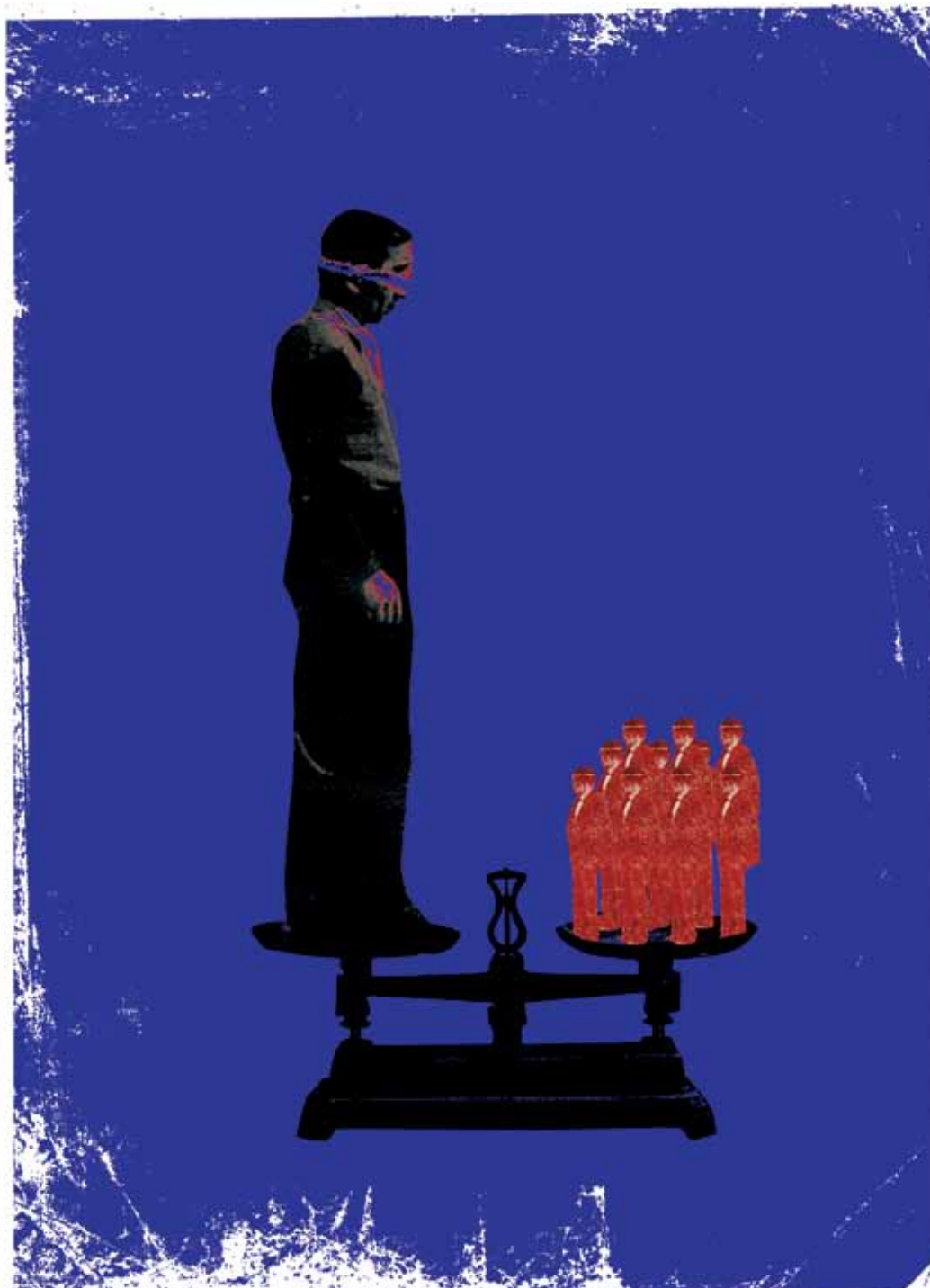


Illustration: Marion Sellenet

à la couverture du journal du lendemain? Qui va choisir de privilégier tel témoignage plutôt qu'un autre? Qui va choisir les questions de l'enquête? Le bon père de famille qui convie ses enfants au rassemblement du dimanche, sûr de lui et des valeurs de son pays, érige tacitement dans le même temps le mode de vie occidental en panacée. La foule donne une image, récupérée par l'industrie médiatique, qu'on le veuille ou non, qui fait preuve de réalité et institue le groupe qu'on considère comme porteur des valeurs suprêmes de la liberté et de l'égalité, en regard d'un Autre opposé: «*la seule preuve de "réalité" qui soit importante à l'égard des caractéristiques de groupe est une preuve de "réalité sociale". Les caractéristiques de son propre groupe (son statut, sa richesse ou sa pauvreté, sa couleur de peau, sa capacité à atteindre ses buts) n'acquièrent de signification qu'en liaison avec les différences perçues avec les autres groupes et avec leurs différences évaluatives (...)* La définition d'un groupe (national, racial, ou tout autre) n'a de sens que par rapport aux autres groupes» (Tajfel 1972, 295). L'unanimité occulte ainsi les conflits qui traversent nos sociétés, arrangeant par ailleurs comme on l'a dit les dépositaires du pouvoir politique et médiatique. Le père en marche dans la foule dit en substance à ses enfants, sans ne rien dire: *nous* avons été attaqués, *nos* valeurs ont été souillées et risquent de se perdre si nous n'y prenons garde. Or, par là même, il balaie d'un coup l'histoire des pays occidentaux et de la domination (avec toutes ces misères) qui a permis d'atteindre le mode de vie occidental, il n'explique pas d'où provient «*la haine de l'Occident*», en brandissant le bouclier, il aveugle et ce n'est là qu'un effet de l'arrogance et du déni occidental: «*la mémoire de l'Occident est dominante, imperméable au doute. Celle des peuples du Sud, une mémoire blessée. Et l'Occident ignore et la profondeur et la gravité de ces blessures*»<sup>8</sup>; mais

il efface aussi la réalité actuelle de pays occidentaux profondément et doublement inégalitaires: en leur sein même et entre eux et les pays non-occidentaux. De fait, il élude les structures de fonctionnement qui ont permis et permettent de pérenniser l'inégalité profonde et éhontée, dans lesquelles les médias de masse ont une responsabilité massive. La formule synthétique «*la liberté d'expression a été attaquée*» est un paravent commode tant pour le pouvoir en place que pour l'individu. Elle institue les illusions démobilisatrices.

Ironique d'ailleurs que le massacre de Boko Haram qui a fait plus de deux-mille morts, dans un Nigéria sous l'emprise des multinationales du pétrole, ait été si peu couvert par les médias de masse occidentaux, bastions de la «liberté d'expression». C'est que le pays est, d'une manière ou d'une autre, celui qui permet à nos bagnoles de rouler et nos avions de voler, à une agriculture productiviste de se pérenniser, aux marchandises de circuler. Le Nigéria est un des garants de notre mode de vie occidental, «non négociable»... Il est donc plus facile pour les médias de masse de se jeter dans la traque des commanditaires présumés de l'attaque de Charlie-Hebdo et de justifier le déploiement policier et militaire que de nous expliquer l'histoire du pillage du Nigéria, dont on ne peut nier l'implication historique dans le désastre qui s'y déroule. Car faire l'autopsie de tout cela, c'est en revenir à «nous», et donc, inévitablement rejoindre des faits que tout semblait séparer, pour ainsi voir que la haine s'est abreuvée aux mêmes sources. Il y a entre les frères Kouachi et les sanguinaires de Boko-Haram peut-être moins de différence que l'on ne croit.

C'est aussi à Paris, le 12 janvier 1970, à l'hôtel Crillon, place de la Concorde, que les «*seigneurs d'Elf*» et ceux des compagnies concurrentes hollan-

daise et anglo-saxonnes, après une guerre dont ils profiteront et qui fit plus de deux millions de morts, signeront l'accord sur le partage du butin pétrolier et gazier nigérien. Hasard? «Premier producteur de pétrole en Afrique et huitième plus important du monde, le Nigéria (...) est à présent la proie impuissante de Shell, BP, Total, Exxon, Texaco et autres prédateurs. Et 70% de sa population survit dans une misère abyssale. C'est sur cette réalité-là, bien sûr, que prospère la haine de l'Occident»<sup>9</sup>. N'est-ce pas, peu ou prou, sur un même type de réalités, certes foncièrement différentes mais où inégalités et désespoirs sont maîtres, qu'a germé la haine de Amedy Coulibaly et des frères Kouachi? Bannis d'une société décente, tout en étant pareillement attirés par les sirènes du «tout, tout de suite»<sup>10</sup>, le hasard des rencontres<sup>11</sup> déterminant un moment le point d'inflexion de leur parcours; ils ont basculé.

La question qui dérange sans doute le plus, et qui fera que nous serons très certainement taxés par certains du qualificatif devenu maintenant banal de «terroriste»<sup>12</sup>, est celle-là – et c'est pour cela que je la formulerai à la première personne: si, par le hasard de la naissance, j'avais pu non pas «être Charlie» mais un des individus morts ce jour-là (le concierge, Charb, Cabu...), par le hasard de la naissance n'aurais-je pas pu aussi être un des frères Kouachi, si j'avais eu la même existence? Admettre que la naissance détermine en grande partie l'existence, ce n'est pas dire que l'on ne peut pas dépasser sa condition, mais c'est énoncer que nos capacités de dépassement deviennent extrêmement limitées passé un certain seuil d'exclusion. Pour saisir les sources de l'inégalité, ne faut-il pas comprendre celui qui la subit le plus? Non pas l'excuser de ce qu'il a fait, ce qui signifierait que nous surdéterminons l'importance de la naissance et excluons tout infléchissement de «parcours» et la possibilité d'agir sur soi, mais le comprendre? C'est ce que fait

Georges Orwell, lorsque correspondant de guerre à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il croise un bourreau SS accusé de crimes abominables: «... mis à part l'aspect dépenaillé, mal nourri et mal rasé qui caractérise en général tous les individus qui viennent d'être capturés, celui-ci était un spécimen rebutant, mais il n'avait pas l'air brutal, ni en aucune façon effrayant: névrosé tout au plus, et même intellectuel, à un certain niveau inférieur. Ses yeux pâles, au regard fuyant, étaient déformés par d'épais verres de lunettes (...) Ainsi le bourreau nazi de notre imagination, le personnage monstrueux contre qui nous avons combattu toutes ces dernières années, se réduisait maintenant à cette minable épave dont le besoin le plus manifeste n'était pas de recevoir son châtement, mais bien quelque traitement psychologique»<sup>13</sup>.

Mais la question demeure abominable dans une société capitaliste, la tentative d'explication relevant de l'ignominie. Car que nous disent les théories libérales? Que l'homme se fait seul, est maître de ses choix et libre de faire ce qu'il veut; que les plus démunis peuvent «réussir», que la mobilité sociale est toujours possible. Que même si les droits sont imparfaits, «il y a toujours la possibilité de...» Mais ce qu'elles ne nous disent pas, c'est combien restent sur le carreau: combien de frustrés pour quelques «élus» (frustrés aussi, mais cela nous n'en discutons pas ici), combien de misère, de délinquance, que d'autres conditions de vie auraient évité; combien d'humiliations pour obtenir tellement peu...

Dès lors que l'on se dit que l'Autre, ça aurait pu être moi<sup>14</sup>, quel que soit cet autre, on ouvre la voie à la compréhension du monde et de ce qui nous fait. Ce dont «être Charlie» nous prive.

Alexandre Penasse

- (1) L'essai a été réédité en 2006 aux éditions Plon et publié une première fois en 1984. p.101.
- (2) Il serait trop long de décrire tout ce que cette société met en oeuvre pour nous réduire au seul rang de consommateurs.
- (3) Autonomie qui, doit-on le préciser, n'a rien à voir avec l'indépendance tant valorisée par nos sociétés capitalistes.
- (4) Freud, «Essais de psychanalyse», p.182, c'est moi qui souligne.
- (5) «Ni rire, ni pleurer, mais comprendre», disait Spinoza.
- (6) N'oublions toutefois pas que même si le nombre de manifestants à Paris est important, les absents, ceux qui ont décidé de ne pas y aller, l'est d'autant plus.
- (7) Voir Le Soir, De tijd, etc.
- (8) Jean Ziegler, «La haine de l'Occident», Éditions Albin Michel, 2008, p.14.
- (9) Jean Ziegler, *ibid.*, p.17.
- (10) Voir à ce sujet l'ouvrage de Morgan Sportès, dans lequel il décrit l'enlèvement et la séquestration d'un jeune français par ceux que les médias dénomment facilement «le gang des barbares». La souffrance et le désœuvrement de jeunes de banlieue d'origine immigrée, manipulés aussi par un psychopathe, offrent des éléments aidant à l'analyse de l'affaire «Charlie». Morgan Sportès, «Tout tout de suite», Éditions Fayard, 2011.
- (11) Notamment de prédicateurs musulmans extrémistes sévissant dans les banlieues où le terreau pour faire germer leurs idées est des plus fertiles.
- (12) Lors de la diffusion de l'article sur internet «Nous ne sommes pas tous Charlie» (pages 10-11), un journaliste a traité l'auteur, notamment, de «terroriste des consciences». Voir la brève page 22.
- (13) Georges Orwell, «Revenge is sour», cité dans Leys, pp. 64-65.
- (14) Tzvetan Todorov introduit ainsi son ouvrage La conquête de l'Amérique, la question de l'Autre: «Je veux parler de la découverte que le Je fait de l'autre. Le sujet est immense. A peine l'a-t-on formulé dans sa généralité qu'on le voit se subdiviser selon des catégories et dans des directions multiples, infinies. On peut découvrir les autres en soi, se rendre compte de ce qu'on n'est pas une substance homogène, et radicalement étrangère à tout ce qui n'est pas soi: je est un autre. Mais les autres sont des je aussi: des sujets comme moi, que seul mon point de vue, pour lequel tous sont là-bas et je suis seul ici, sépare et distingue vraiment de moi. Je peux concevoir ces autres comme une abstraction, comme une instance de la configuration psychique de tout individu, comme l'Autre, l'autre ou autrui par rapport au moi; ou bien comme un groupe social concret auquel nous n'appartenons pas». Tzvetan Todorov, «La conquête de l'Amérique, La question de l'autre», Éditions du Seuil, Paris, 1982, p.11.

## LE DOUTE, MA BITE (ÇA C'EST DU CHARLIE, COCO!)

L'existence est complexe, tout ne s'explique pas comme ça, nous le savons bien. Alors, si tout ce que dit Jean-Pierre Collignon ici dans sa chronique n'est pas partagé par certains, est partagé par d'autres, nous voulons que cela puisse se dire, car, aussi, il donne l'espoir de croire que derrière cette instrumentalisation de la foule, il y a, peut-être, quelque chose à en tirer. Tout dépendra sans doute des possibilités d'expression et de divulgation de la pensée dissidente. Les premiers signes ne semblent pas aller dans le sens d'un changement. Reste que l'émotion, même si elle bloque le plus souvent la raison, doit pouvoir être dite, même si son exercice ne doit qu'être temporaire, selon nous.

**Le doute.** Douter, c'est questionner, creuser, tripoter. Tripotons, donc, avec cette première question: Hollande est-il normal, faux-cul, hypocrite ou bien sincèrement touché, bouleversé par ce qui est arrivé à la bande de joyeux et irrévérencieux garnements qui l'ont, à l'occasion et sans barguigner, roulé dans la farine de leurs dessins et commentaires? Il y a cette image, très forte de cette manifestation du 11 janvier quand le Président va à la rencontre des survivants et prend dans ses bras le brave et émouvant docteur Pelloux, compagnon d'armes bouleversé des dessinateurs massacrés.

Peut-on douter de la sincérité de l'élan de François Hollande? Je ne le crois pas. Et cet élan, ce geste spontané est à mettre à son crédit. Pour autant, l'angélisme et les grands sentiments ne font généralement pas bon ménage avec les impératifs de la raison politique. Et, ici aussi, on doit s'interroger sur les motifs qui ont poussé le chef de l'État à inviter à cet historique rassemblement quelques-unes des figures les moins reluisantes du gratin géopolitique mondial, n'entrons pas dans le détail, on les connaît. Et on leur chie sur la tête. Et, pareillement, sur la tête de ceux qui, ici et là, on doit le craindre, sont

déjà en ordre de bataille pour imaginer les futures contraintes qu'il faudra bien mettre en place pour «lutter contre le terrorisme» et, au passage, sur ceux qui en prendraient trop à leur aise en matière de liberté d'expression en d'autres domaines que celui des dessins en premières pages du futur nouveau Charlie. Eux, les survivants, on va leur foutre la paix, c'est sûr, pour un certain temps. Les autres, les rêveurs, les pas contents, les partageux, les insoumis, les feignants et les anars vont peut-être avoir intérêt à ne plus trop la ramener. Peut-être.

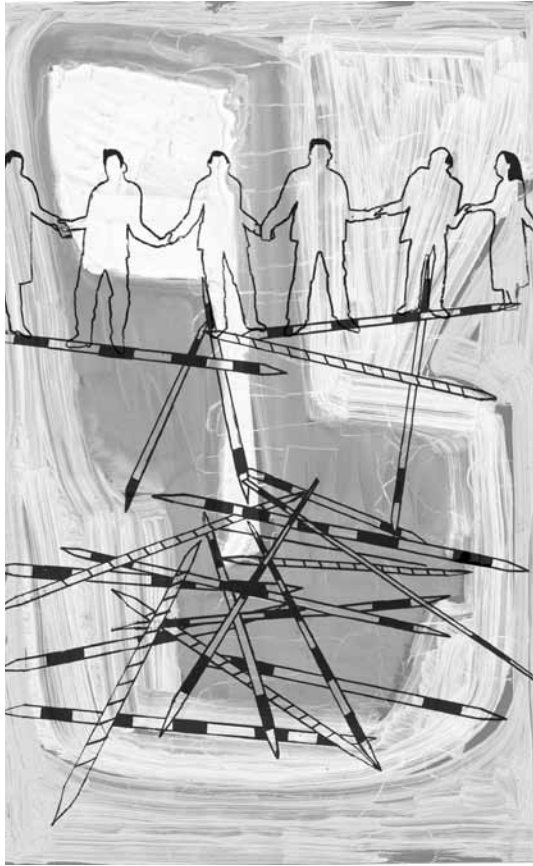


Illustration: Sophie Le Grelle

**Ma bite.** Elle n'a rien à voir dans tout ça; elle n'a jamais pété plus haut que son cul. C'est ma tête, c'est mon cœur qui en ont pris un coup au matin du 7 janvier. Ces types-là, les dessinateurs assassinés – mais je pense aux autres, bien sûr – étaient, pour ceux de ma génération, de braves septuagénaires malicieux, doux et pacifiques aux côtés desquels j'ai grandi et qui, pour une bonne part, ont fait de moi ce que je suis. Et c'est avec une immense tristesse, d'abord et puis, ensuite, avec un étonnement heureux que j'ai vu, partout, ces rassemblements spontanés se former et rassembler, le soir-même de ce funeste jour, des gens de toutes sortes, des vieux comme moi, des jeunes qui n'avaient pas connu Hara Kiri et qui ne connaissaient de Charlie Hebdo que la première page à la vitrine des libraires. Et ceux-là, et des millions d'autres, à Paris, à Bordeaux, à Lyon, à Marseille mais aussi à Bruxelles et dans des dizaines de villes à travers le monde, se sont rassemblés et ont communiqué dans cette extraordinaire journée du dimanche 11 janvier 2015. Pas un mot plus haut que l'autre, pas un appel à la vengeance, pas un cri. Mais une joie tranquille, une émotion collective comme il n'en arrive qu'une fois tous les cent ans. Cette journée est historique, elle marquera les mémoires, elle fera date. Car ce qui s'est exprimé là est bien autre chose que les sempiternels slogans des rassemblements ordinaires non

plus que la prétendue unité nationale. De l'attention à l'autre, de l'amour et de la fraternité, du formidable plaisir d'être ensemble, sans distinction d'aucune sorte et un formidable espoir que le monde, enfin, bascule. Puisse cette immense clameur être entendue par ceux-là qui ont pour ambition de gouverner pour le bien commun, c'est ce que l'on doit espérer. Comme l'écrivait si justement Zebou, sur le blog de Paul Jorion, au soir de cette fête inouïe: «*Il va falloir quoi faire de ce rêve éveillé, si nous ne voulons pas retourner dans nos cauchemars*».

Salut et Fraternité à toutes et à tous!

Jean-Pierre L. Collignon

## LE SANG ET LA BOUE PAR TOUS LES PORES. L'OPÉRATION CHARLIE ET LE MAINTIEN TERRORISTE DE L'ORDRE

Que nous fussions en guerre, nous n'avons pas attendu la tuerie de Paris du 7 janvier pour le comprendre. La déclaration *par les faits* du 11 septembre 2001, *commentaires 'experts' ou autorisés en général compris*, était déjà assez éloquent à cet égard. Mais qui sommes-'nous' qui sommes en guerre, de quelle guerre s'agit-il? Ce 'nous' n'est ni l'Empire, qui prétend défendre nos 'valeurs', ni, sans absurdité, le terrorisme. Nous sommes en guerre parce que l'Empire nous déclare la guerre à nous qui ne sommes ni l'Empire, ni le terrorisme. Nous sommes toute forme de vie rechignant *ou même seulement susceptible de rechigner* à passer par le lit de Procuste' du machinisme capitaliste mondialisé. Cette guerre, précisons-le d'emblée, c'est l'Empire lui-même qui nous l'a déclarée. Non que nous fussions en paix avec lui avant qu'il ne nous déclarât sa guerre, mais nous nous trouvons depuis longtemps et peut-être même depuis toujours, et sans remède, hors d'état de mener une guerre victorieuse contre lui, à moins de nous confondre paradoxalement avec lui. Car, quelles que fussent les apparentes victoires de la figure jadis de ce 'nous', le mouvement ouvrier, elles ne furent jamais que victoires à la Pyrrhus, ces victoires qui font devenir semblables à l'adversaire. L'adversaire était et reste cette folle et monstrueuse méga-machine «suant le sang et la boue par tous les pores», comme dit Marx, qui a nom «modernité», c'est-à-dire, ajoute Mario Tronti avec perspicacité, «le capitalisme» sans phrase<sup>2</sup>. En outre, ajoute P. G. Bellocchio<sup>3</sup>, il est trop fort pour être combattu selon ses propres méthodes.

Cette guerre n'est donc pas chose nouvelle et n'entraînera pas de bouleversements juridiques fondamentaux nouveaux, semblables à ceux intervenus aux États-Unis d'abord, immédiatement au lendemain des attentats de New York et Washing-

ton, puis déclinés en langages juridiques nationaux dans le reste des provinces européennes de l'Empire étasunien. La portée de ces bouleversements intervenus dans le champ du droit pénal et de la procédure pénale, qui ont connu nombre de jalons à partir des Patriot Acts I et II, sous Bush jr., jusqu'à Obama, étendant en 2009 le principe des Military commissions Act de 2006 aux juridictions civiles, fut de nature à enterrer l'État de droit et son fameux *habeas corpus*<sup>4</sup>, cette vieille gloire des temps modernes, et à nous installer dans la dictature souveraine. Carl Schmitt, en 1921, fait contraster cette dernière avec ce qu'il appelle la dictature de commissaire héritée de la Rome antique et rangée classiquement par Montesquieu dans *L'Esprit des lois*, II,3, avec les inquisiteurs d'État, parmi ces «*magistratures terribles, qui ramènent violemment l'État à la liberté*»<sup>5</sup>. La dictature souveraine n'a donc pas pour objet de ramener à la 'liberté'; elle n'est pas l'action indéterminée du pouvoir constitué, mais l'action indéterminée d'un pouvoir constituant. Elle inaugure une nouvelle forme d'État.

Le propos ici n'est pas tant, comme Žižek le reproche à certains observateurs<sup>6</sup>, de chercher à dissoudre la nouvelle attaque de prétendus terroristes désespérés dans le terrorisme structurel de l'Occident, et la responsabilité des uns dans celle de l'autre. L'Occident capitaliste mondialisé, conforme à l'essence exterministe de son pouvoir totalitaire, s'illustre pourtant bel et bien par la dévastation d'un monde transformé en vaste aire de jeu pour des multinationales qui équarissent la biosphère, muent cette dernière en immense déchetterie humaine aussi bien que non humaine et vendent les ersatz pollués de ce qui, désormais d'elles détruit, était abondant et gratuit; elles fournissent en outre les accessoires nécessaires à l'accomplissement de la forme de vie nuisible entre toutes qu'engendre

le mode de production insensé dont elles sont le couronnement et que nous appelons sans aucun humour 'civilisation' ou encore 'valeurs occidentales'. Que ce même Empire, s'en allant 'droner' aux antipodes, c'est-à-dire liquider à très grande distance et de manière automatisée (ou du moins fortement assistée par ordinateur), sous bannière démocratique et même démocrate, des 'profils terroristes' de non-combattants, fasse passer sa croisade contre la vie pour une guerre au terrorisme est donc d'une obscurité comparable seulement à celle de l'aplomb avec lequel ses nouveaux Croisés arborent haut et fort l'étendard de la liberté de presse, qui n'est que notoire prostitution aux intérêts dominants des dévastateurs. Ne parlons pas de l'indécence des cris d'orfraie de ceux qui, la veille des faits de Paris, s'illustraient de la plus pure indifférence à cette torture permanente qu'inflige au Proche Orient (mais les métropoles elles-mêmes ni d'autres zones du monde ne sont en reste) notre remarquable modernité<sup>7</sup>. La presse 'libérée' n'est dès lors que cette marchandise servant la circulation de toutes les autres et l'encensement permanent de l'état de choses existant<sup>8</sup>, quand elle n'est pas, comme dans le cas de Charlie Hebdo, le déversoir commode de la vase raciste ambiante, tournée contre les plus humiliés des exploités, les musulmans immigrés, et déguisée en aimable pastiche des religions<sup>9</sup>.

Ces griefs élevés contre ce que nous appellerons 'l'opération Charlie', c'est-à-dire, sans parler des faits eux-mêmes, le battage médiatique et sa réception au moins partiellement réussie, ont déjà été formulés courageusement, eu égard au climat de haine furieuse qui, sévissant partout en ce moment, voudrait faire litière de notre dignité, c'est-à-dire de notre intelligence, en se vautrant dans ce 'surcroît d'adhésion' à la version officielle des faits qui



Illustration: McCloud

convertit joyeusement l'épreuve dolente du défaut de sens qui la caractérise, *défait que cette version exhibe à même elle-même*<sup>10</sup>. Or précisément, notre seule réserve vis-à-vis de ces griefs, qui interrogent légitimement les notions de terrorisme et de liberté d'expression, concerne le présupposé que leurs auteurs semblent faire leur, à savoir la réalité du terrorisme des autres. Par réalité, nous entendons ici ce qui subsiste de soi, et qui ne soit pas de l'ordre du simple fabricant. Pourtant, de ce peu de réalité, il n'est pas jusqu'au New York Times qui ne nous ait invités à en former le soupçon<sup>11</sup>. Pour dissoudre le terrorisme des autres dans le terrorisme occidental, encore faudrait-il qu'il y ait quelque chose à dissoudre. Or nous gageons que *le terrorisme, c'est l'Occident capitaliste mondialisé, et qu'il n'y en a pas d'autre*.

Sortir de l'état de sidération, selon l'expression de J.-Cl. Paye, dans lequel cherche à nous installer le pouvoir est à l'heure qu'il est une urgence absolue. Il nous faut sortir de cet état de désarmement mental qui menace de nous faire envoyer à l'abîme en silence. Des signes favorables apparaissent pourtant, et la stupeur dans laquelle on cherche à nous figer n'a pas encore eu raison du dégel qu'annonce un peu partout en Europe l'effondrement des légitimités politiques traditionnelles, même si, dès le lendemain des nouveaux attentats, l'on appelle déjà les acteurs sociaux à faire prévaloir la cohésion sociale sur la discorde<sup>12</sup>. Pareil effondrement accompagne fort heureusement celui du préjugé de neutralité en termes de pouvoir dont jouissait hier encore la mission 'économique' des multinationales. À l'heure où s'écrivent ces lignes, l'armée est postée dans les rues des grandes villes belges. Mais le parti grec SYRIZA n'est plus qu'à une encablure d'une victoire électorale qui, loin d'être une fin

en soi, bien entendu, pourrait être l'étincelle mettant le feu à la plaine des courages et des désirs de vivre. L'imitation pourrait être fulgurante, comme le refus vital d'acquiescer à la destruction de toute raison, que projette pour nous depuis 2001 au plus tard la mutation de la forme d'État dans les métropoles du monde au moins. Le capitalisme mondial est en proie aux convulsions de sa phase terminale, qui est aussi celle de la biosphère dont nous faisons partie. Nous sommes donc les otages de ce monstre mortel. La bête aux abois engendre les ennemis dont elle a besoin pour alimenter l'attitude d'abandon à son égard qu'elle attend et obtient trop souvent sans coup férir des populations gouvernées. La réception des attentats récents nous convainc qu'il est plus difficile de cesser de croire à l'État-mère<sup>13</sup> qu'à Dieu le Père. Nous sommes jetés dans la gueule de l'ogre et aucun grand Autre n'offre de garantie de sauvegarde à l'espèce humaine. Mais seule serait linéaire ou laminaire une histoire de ce moulin à mort capitaliste *purifiée de tout ce qui lui résiste*. Or une telle histoire est 'polluée' de celle qu'elle saccage, puisque ce saccage même lui fournit son seul aliment: notre histoire à nous, qui est celle du parti de vivre et qui est turbulente, ouverte, imprévisible, faite de nœuds, mais aussi de tourbillons, d'embarquées, de revirements, de décisions brusques, massives et impersonnelles. Nous sommes cette ouverture.

#### Jean-François Gava

Collaborateur scientifique au Centre de recherche en philosophie de l'Université libre de Bruxelles. Il est notamment l'auteur d'*Autonomie ou capital*, Chromatika, 2011. Il travaille en étroite collaboration avec l'essayiste Jonas Vigna Carafe.

1. NDLR Procuste, surnom d'un brigand de l'Attique dans la mythologie grecque. « *Le lit de procuste* » désigne la tentative de réduire les hommes à un unique modèle, leur enjoignant une seule façon de penser et d'agir. Source: Wikipédia.
2. *Nous opéraïstes*, L'Éclat, 2013.
3. Dans *Nous sommes tous des zéros satisfaits*, Encyclopédie des nuisances, 2011.
4. NDLR « *L'ordonnance, bref ou mandat d'habeas corpus (en anglais writ of habeas corpus), plus exactement habeas corpus ad subjiciendum et recipiendum, énonce une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement (contraire de l'arbitraire qui permet d'arrêter n'importe qui sans raison valable). En vertu de ce principe, toute personne arrêtée a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée. Ensuite, elle peut être libérée sous caution, puis amenée dans les jours qui suivent devant un juge* ». Source: Wikipédia.
5. *La dictature*, Seuil, 2000. Cf. au sujet de tout ceci J.-Cl. Paye, *La fin de l'État de droit*, La dispute, 2004, Global war on liberty, Telos press, 2007, pour une édition augmentée parmi d'autres, plus récentes, mais toujours en langues étrangères.
6. [www.rifondazione.it/primapagina/?p=16219](http://www.rifondazione.it/primapagina/?p=16219)
7. Cf. l'essayiste P. Thiellement, <http://msi.net/Nous-sommes-tous-des-hypocrites>; voir aussi Y. Najjels, <http://blogs.mediapart.fr/blog/yvan-najjels/100115/je-ne-peux-pas-etre-charlie-jetais-un-djihadiste-du-dimanche-dixit-bhl>.
8. Voir « *nous ne sommes pas tous Charlie* », dans ce dossier p.10-11, et sur le site [www.kaïrospresse.be](http://www.kaïrospresse.be)
9. Et ce, même si les œuvres de Wolinski, Charb, Tignous et Cabu ne sauraient se réduire à cette dérive dénoncée par d'ex-collaborateurs de Charlie eux-mêmes, comme ici par Delfeil de Ton: [www.france24.com/fr/20150115-france-ancien-charlie-hebdo-regle-comptes-charb-delfeil-de-ton-surenchere-caricature](http://www.france24.com/fr/20150115-france-ancien-charlie-hebdo-regle-comptes-charb-delfeil-de-ton-surenchere-caricature). Cf. l'historien israélien Schlomo Sand, <http://www.ujfp.org/spip.php?article3768>.
10. Voir J.-Cl. Paye, dans le quotidien belge La Libre Belgique: <http://www.lalibre.be/debats/opinions/questions-autour-de-la-carte-d-identite-d-un-terroriste-54b55f5735703897f82fc246>; mais aussi Manlio Dinucci, dans le quotidien italien Il Manifesto, <http://ilmanifesto.info/la-firma-dei-killer-noti-alla-polizia-e-ai-servizi-segreti/>
11. [www.nytimes.com/2012/06/21/world/middleeast/cia-said-to-aid-in-steering-arms-to-syrian-rebels.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/2012/06/21/world/middleeast/cia-said-to-aid-in-steering-arms-to-syrian-rebels.html?pagewanted=all).
12. Voir l'inénarrable hebdomadaire belge Le Vif-L'Express, du 16 au 22 janvier 2015, p. 19.
13. Selon l'expression de J.-Cl. Paye et T. Umay dans leur ouvrage inédit *Au-delà de la propagande, en-deçà du langage*.

# CRISE DÉMOGRAPHIQUE OU CRISE SYSTÉMIQUE DU CAPITALISME MONDIALISÉ

Comment prendre en compte, politiquement, les problèmes démographiques mondiaux, les inscrire dans une vision holistique de la crise majeure du système économique, social et écologique, tout en évitant les réponses partielles, simplistes, moralisatrices, voire égoïstes ?

Certes, on est loin des perspectives apocalyptiques, fondées sur des extrapolations des tendances, qui prévalaient durant la décennie 1960, alors que la croissance de la population mondiale passait par un maximum historique de 2,2 % par an. Elles envisageaient plus de 20 milliards d'habitants sur la Terre en 2050. On sera plutôt à cette date vers 9,6 milliards, avec une stabilisation vers la fin du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Ceci ne signifie pas que la question démographique ait perdu de sa pertinence, bien au contraire, mais elle ne peut être examinée que dans un cadre à la fois historique et systémique. Les questions de surpeuplement, d'optimum de population ou de rythme de croissance (excessifs, ... voire insuffisants dans les pays du centre à en croire certains économistes !) n'ont aucun sens dans l'absolu, mais seulement par rapport aux potentialités et aux logiques d'un système socio-économique donné. Chaque système social détermine ses propres lois de population et régimes démographiques, ce qui n'exclut évidemment pas des crises qui peuvent résulter, dans des conditions spécifiques, des limites et des contradictions générées par le système lui-même, tant du fait de facteurs endogènes que sous l'impact d'influences exogènes. Ni que ces contradictions ne puissent aller jusqu'à l'effondrement du système.

Dans les temps longs du passé, on a connu des crises démographiques. Elles ont correspondu à des incapacités des systèmes productifs, aux différentes époques, à dépasser des seuils de densité de population, générant dès lors des crises écologiques, politiques, nutritionnelles majeures. Celles-ci ont pu entraîner des baisses de la population, sur des espaces plus ou moins vastes. On peut ainsi évoquer une crise à la fin du paléolithique, l'économie de chasse et de ramassage ayant atteint ses limites; une autre à la fin du néolithique; une crise, du moins dans le monde occidental, à la fin de l'Empire romain, correspondant à l'épuisement des capacités de croissance d'un système politique et agricole extensif et recourant massivement à l'esclavage; la grande crise de la fin du Bas Moyen-âge européen, suite à une extension maximale des défrichements, conduisant à une exacerbation des conflits féodaux sur fond d'érosion accrue, aggravée par les effets d'un petit âge glaciaire. La sortie de la crise systémique médiévale européenne se fera à travers le renforcement des pouvoirs royaux centraux. Ils permettront le développement du système colonial, apportant de nouvelles plantes et ressources, mais entraînant à son tour une crise démographique majeure en Amérique, confrontée à la colonisation européenne, et en Afrique, avec un

renforcement de l'ampleur des ponctions esclavagistes. Il faudra attendre que la révolution agricole, qui débute vers le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, suivie par la révolution industrielle, ne vienne prendre le relais de réponses extensives et permette le début de la phase de croissance de la population la plus forte que l'humanité ait jamais connue, avec un pic exceptionnel durant la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

Avant d'examiner la situation démographique mondiale contemporaine et d'insister sur ce qui est sans doute une nouvelle crise systémique majeure, marquant la fin de la période de croissance entamée au XVIII<sup>ème</sup> siècle sous l'égide du capitalisme industriel, renvoyons dos à dos deux doctrines démographiques opposées, qui se veulent chacune «scientifiques», mais ne sont en fait que scientifiques et a-historiques, même si elles sont évidemment nées dans des contextes historiques, politiques et idéologiques bien concrets.

La première est le malthusianisme, avec ses déclinaisons ultérieures, la seconde le populationnisme.

## LE MALTHUSIANISME

Malthus écrit en 1798 son *Essay on the Principle of Population*, dans lequel il avance que la population croît à un rythme géométrique, alors que les ressources, agricoles, n'augmenteraient qu'à un rythme arithmétique. Que les prévisions de Malthus n'aient pas été vérifiées est moins important que l'analyse du contexte dans lequel elles ont été faites: on était alors entré en Angleterre dans la phase initiale de la transition démographique, qui se manifeste par une baisse de la mortalité, alors que la natalité n'a pas encore bougé. La révolution agricole était déjà en cours dans l'Angleterre de l'époque depuis près d'un demi-siècle, mais ses impacts n'étaient pas encore bien perceptibles pour les contemporains et les importations agricoles n'avaient pas encore pris le caractère massif qu'elles acquerront durant le XIX<sup>ème</sup> siècle. Malthus exprimait dès lors les inquiétudes politiques d'une partie des classes aisées, en particulier de la gentry rurale. La réponse proposée par Malthus était l'obligation d'abstinence sexuelle et de chasteté pour les pauvres. Mais ces inquiétudes n'étaient pas partagées par la bourgeoisie industrielle, qui voyait au contraire dans l'afflux croissant de populations vers les villes ouvrières l'opportunité de ressources abondantes de main-d'œuvre bon marché.

Un premier néo-malthusianisme se développe à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. S'appuyant sur des segments progressistes de la bourgeoisie, mais aussi sur une partie du mouvement ouvrier, il prône la réduction de la natalité comme outil d'amélioration de la condition ouvrière, voire, pour les plus radicaux, la «grève des ventres» en tant que moyen de pression sur le patronat.

Un deuxième néo-malthusianisme apparaît avant la Seconde Guerre mondiale et au lendemain de celle-ci. Il exprime d'abord des craintes politiques – et racistes – envers une surpopulation «absolue» (le «péril jaune»), puis envers l'explosion démographique qui s'amplifie après la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte de rareté des ressources durant les premières années qui suivent celle-ci. Relayées politiquement par les États-Unis, ces préoccupations s'expriment en 1949 dans le cadre de la Conférence des Nations-Unies pour l'économie et l'Utilisation des Ressources: un rapprochement s'effectue ainsi entre le deuxième néo-malthusianisme et les doctrines insistant sur la conservation des ressources.

Ce deuxième néo-malthusianisme s'est quelque peu estompé durant les années cinquante, dans un contexte de fordisme triomphant et d'explosion de la production industrielle et de la consommation. Ceux qui alertaient alors sur les problèmes de la faim dans le monde et sur la croissance de la population mondiale le faisaient plutôt dans un contexte tiers-mondiste bien plus militant, insistant sur les impacts des relations de dépendance imposées; c'était le cas de Josué de Castro avec sa *Géopolitique de la Faim*.

Le néo-malthusianisme reprend vigueur dans la seconde moitié des années 1960: il débouche en 1972 sur le rapport Meadows, soutenu par une partie de l'establishment économique mondial\*. Ceci s'explique par la conjonction de divers facteurs: la prise de conscience des risques sécuritaires liés à l'explosion démographique dans les pays de la périphérie et aux conséquences du creusement de l'écart avec les pays riches; une dernière tentative d'inspiration keynésienne de réguler l'économie à l'échelle mondiale, à la veille d'un retournement de cycle long; une malnutrition massive prévalant alors dans les pays de la périphérie; une justification, nonobstant ses impacts sociaux, de la révolution verte, contrôlée par les multinationales de l'agro-alimentaire; une légitimation implicite de la hausse des prix pétroliers et de l'arrêt de la croissance de l'économie et du niveau de vie dans les pays développés avec la crise de 1973. Certains auteurs s'inscrivent dans cette tendance de manière maximaliste, en étant très critiques quant aux potentialités offertes par la révolution verte pour résoudre la crise du binôme population – ressources: c'est le cas d'Ehrlich, avec sa *Population Bomb* (1968), qui affirme le primat de la variable démographique. Ces maximalistes s'inscrivent dans une dialectique complexe, qui a pu apparaître comme anti-système aux fractions les plus conservatrices de l'establishment, mais en même temps visait à préserver le système au prix d'un arrêt imposé de la croissance de la population, de comportements plus écologiques et d'un partage plus équitable des ressources. Le primat de la contrainte démographique fut relayé politiquement par les États-Unis lors de la première Conférence des Nations-Unies sur la Population à Bucarest en 1974: ils prétendent y imposer une réduction, pourtant modeste, de la

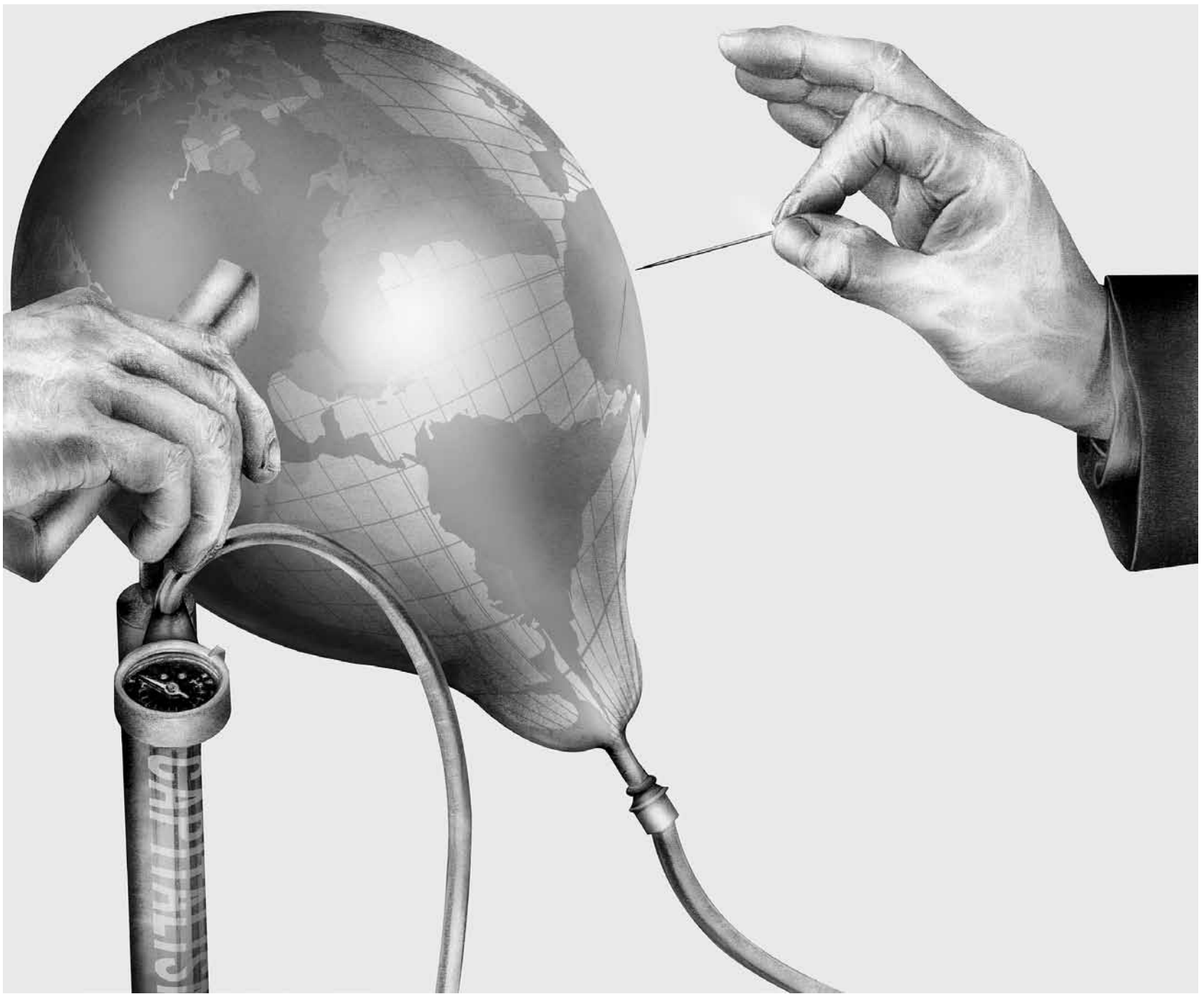


Illustration: Anne-Gaëlle Amiot

fécondité aux pays de la périphérie, s'attirant des accusations d'ingérence de la part de ceux-ci, au premier rang desquels la Chine.

## LE POPULATIONNISME

On trouve déjà des expressions du populationnisme avant la Première Guerre mondiale, à une époque où de larges portions du monde colonial sont assimilées à l'idée de vide à remplir, y compris chez des auteurs réputés de gauche, comme Émile Zola. Son livre *Fécondité* (1898) est une ode à la colonisation « progressiste et républicaine » de l'Afrique et à la croissance démographique.

Mais le populationnisme s'exprime avec le plus de vigueur après la saignée de la Première Guerre mondiale et dans le contexte de la montée en puissance des fascismes. Paradoxalement, ces idéologies développent simultanément l'idée de surpeuplement et l'encouragement de la fécondité et de la famille nombreuse. Ce paradoxe se comprend dans le chef d'une idéologie développant une vision organique de l'État et de sa puissance : tout comme un corps vivant et sain qui serait à l'étroit dans sa peau, l'État fort doit naturellement grandir et son expansion légitime devra être réalisée en s'appuyant sur des troupes plus nombreuses, produites par une fécondité généreuse. Mais les pays fascistes n'ont pas alors le monopole du populationnisme : confrontée à une faible fécondité séculaire et à la crainte d'un affaiblissement progressif face à l'Allemagne, traumatisée par les pertes humaines de 1914-18, la France des années 1930 développe elle aussi des idéologies natalistes. Beaucoup de démographes français partageront les idées de révolution nationale de Vichy, « Travail, Famille, Patrie ».

Au populationnisme « vulgaire », nationaliste et agressif, va succéder un populationnisme qui rend compte d'une foi sans limite dans les capacités d'auto-régulation des systèmes sociaux et en particulier du système capitaliste. Ester Bose-rup (1910-1999) publiera en 1965 *The Conditions of Agricultural Growth. The Economics of Agriculture under Population Pressure* ; elle y avance que la croissance démographique génère les progrès techniques agricoles qu'elle impose.

## LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE MONDIALE ACTUELLE

On est donc loin aujourd'hui des prévisions catastrophistes de croissance de la population qui avaient pu être faites dans les années 1960. Le nombre moyen d'enfants par femme, qui était alors, à l'échelle mondiale, de 4,9 est passé à 2,5 en 2014.

La transition démographique, c'est-à-dire le passage d'une faible croissance de la population liée à la conjonction d'une forte natalité et d'une forte mortalité, à une nouvelle faible croissance, conjuguant faible natalité et mortalité, avec une phase intermédiaire de forte croissance liée à une baisse plus rapide et plus précoce de la mortalité que de la natalité, est maintenant terminée dans les pays développés et en Chine. Si certains de ces pays connaissent encore une légère hausse de leur population, c'est avant tout du fait de l'amélioration de l'espérance de vie aux âges élevés, de l'immigration et de ses effets induits en termes de structure par âge et de soutien (temporaire) à la fécondité.

Dans les pays de la périphérie, la croissance de la population reste certes souvent forte, mais elle est de plus en plus résiduelle, résultant de l'inertie des phénomènes démographiques, sauf en Afrique

noire. Les niveaux de fécondité par femme sont tombés à des valeurs de 3,0 en Égypte, de 2,7 en Inde, de 2,5 en Afrique du Nord et en Indonésie, de 1,9 en Iran ou au Brésil (moins qu'en France!). Le plus étonnant ne sont plus les fortes croissances de la population dans les pays périphériques, mais bien l'étonnante ampleur et la vitesse du reflux de la fécondité qu'on y observe, sans commune mesure avec ce qui avait prévalu dans les pays du centre. Il a fallu 120 ans pour passer de 4,5 à 2,5 enfants par femme en Angleterre ; 30 ans ont suffi en Amérique latine et en Inde, 15 en Chine. Cette rapide baisse de la fécondité a été fondamentalement un phénomène endogène, résultant de la conjonction de plusieurs facteurs : amélioration de la santé publique, réduisant l'incitation à avoir beaucoup d'enfants pour compenser les risques élevés d'en perdre aux jeunes âges ; développement de l'instruction publique, en particulier l'éducation des filles au niveau secondaire ; difficultés de logement en ville, retardant l'âge du mariage, dans des pays où les relations sexuelles en dehors de celui-ci restent proscrites ; diffusion des modèles culturels et de consommation occidentaux dans le cadre de la famille restreinte ; rupture des solidarités traditionnelles et affaiblissement du modèle de la famille élargie là où il prévalait ; apparition d'une classe moyenne urbaine ; et enfin politiques anti-natalistes.

## LES INQUIÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES SONT-ELLES DÉPASSÉES ?

Est-ce à dire que ces évolutions rendent les inquiétudes démographiques obsolètes, d'autant que la progression de la production vivrière mondiale depuis un demi-siècle est bien supérieure à celle de la croissance de la population, en particulier dans

les pays de la périphérie? Certes non, d'autant qu'on l'a déjà dit, les inerties des phénomènes démographiques reportent les impacts des fécondités fortes sur des durées de plus d'une génération. Mais les problèmes démographiques doivent être replacés dans le contexte d'une crise systémique fondamentale, qui résulte des contradictions du système capitaliste mondialisé.

Tout d'abord, le système globalisé impose au développement des pays émergents des technologies qui sont celles déjà mises au point dans les pays du centre, où le capital est abondant et le travail coûteux. Elles sont transférées dans des pays où le capital est plus rare, et le travail bon marché: le résultat est que ces développements y imposent des taux d'investissement très élevés, bien plus qu'ils ne l'étaient au XIX<sup>ème</sup> siècle en Europe. Ceci y réduit d'autant les possibilités de consommation, sans mettre au travail suffisamment de personnes pour éponger la croissance démographique. Ils contribuent donc à la fois à y fabriquer du sous-emploi, à maintenir bas les niveaux salariaux et fortes les inégalités sociales.

---

**« Nous serions ainsi entrés dans une phase de crise systémique majeure, comme à la fin du néolithique ou du bas Moyen-Âge, mais pour la première fois généralisée et synchrone à l'échelle de la planète »**

---

Plus globalement, la question démographique doit être resituée dans le contexte du développement durable. La logique et les formes de la croissance imposées par le système capitaliste mondial, y compris une logique de destruction régulière de la valeur non réalisée, entraînent une consommation exagérée de ressources non-renouvelables et surtout une consommation de ressources renouvelables qui, à l'échelle mondiale, dépasse les capacités de régénération de la planète depuis une vingtaine d'années. Cet épuisement des écosystèmes serait donc la manifestation de la crise finale d'un système capitaliste globalisé à l'échelle de la planète, dont les possibilités d'expansion extensive sont épuisées. Nous serions ainsi entrés dans une phase de crise systémique majeure, comme à la fin du néolithique ou du bas Moyen-Âge, mais pour la première fois généralisée et synchrone à l'échelle de la planète. Remarquons que si la croissance démographique peut accentuer les effets de cette crise, elle est avant tout liée aux logiques du système: la contribution principale à l'épuisement des ressources est avant tout le fait des pays développés, où la démographie est faible. Quant à l'impact des pays de la périphérie, il est avant tout le résultat des modèles de développement et des relations de dépendance diffusés et imposés par les pays du centre et relayés par les élites périphériques. Dans un monde où les inégalités augmentent, le niveau moyen de vie (ou plutôt le modèle moyen de consommation) dans les pays du centre est entretenu par un transfert massif de valeur travail et de ressources des pays pauvres vers les pays riches, ce qui maintient évidemment en périphérie des niveaux de pauvreté qui contribuent à leur tour à y freiner la baisse de la croissance démographique (ou, quand bien même réduction de la pauvreté il y a, à y diffuser des modèles de consommation peu respectueux des ressources de la planète).

Ainsi, les contraintes environnementales et l'épuisement des ressources apparaissent bien plus comme les conséquences du système de consommation et de croissance imposé par l'économie mondiale dominante et sa logique de profit, exprimée dans le culte de la croissance du PIB comme un objectif en soi, que de la démographie en tant que phénomène premier. D'autant plus que cette logique de croissance fondée sur le profit tourne à vide: la satisfaction moyenne des populations n'augmente plus dans les pays développés en parallèle avec la croissance du produit.

Il apparaît bien difficile de reprocher leur croissance aux pays de la périphérie alors que la charge environnementale y reste bien plus faible par tête que dans les pays du centre et que si elle y augmente, c'est en fonction de leur insertion dans un système dominé par le centre. Au nom de quoi en outre, si ce n'est un égoïsme inquiet de riches, aurait-on le droit d'imposer des politiques démographiques à ces pays?

## CONCLUSIONS

La crise actuelle n'est pas seulement une crise conjoncturelle plus ou moins profonde, ni même une crise structurelle comme le système capitaliste en a vécue de la Première à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une crise systémique, à la fois économique, environnementale et sociale, comme l'humanité n'en a connues que quelques-unes durant son histoire. Elle traduit les contradictions fondamentales d'un système pour la première fois réellement intégré à l'échelle mondiale, sans nouvelles possibilités de dépassement extensif. L'originalité de cette crise, sa profondeur exceptionnelle, qui rendent d'autant plus incertaines les modalités (voire les possibilités) de son dépassement, sont qu'elle se développe à une échelle mondiale, à laquelle ne correspond pas de système politique ou de contre-pouvoir au système économique. La question fondamentale est donc comment construire une réponse politique alternative, «révolutionnaire», à cette échelle, au-delà des discours fondés sur des utopies individualistes bien-pensantes ou des appels à des positions charitables et velléitaires. Oui, la crise est susceptible de mettre en péril le développement, voire la survie, de l'humanité, à un moment où la concentration inégalitaire de la richesse n'a jamais été aussi grande. Mais la question fondamentale n'est pas de savoir comment partager les ressources, comment changer les modèles de consommation, comment réduire la fécondité, mais plutôt quels rapports de force peuvent se construire pour imposer de nouveaux modèles sociétaux à l'échelle mondiale? La réponse à ces questions ne semble pas (encore?) se dégager.

Dans ce contexte, les questions de population, malgré leur importance, apparaissent comme un épiphénomène: elles sont inscrites dans la crise systémique, et il serait vain de vouloir utiliser la démographie comme un outil pour réguler celle-ci, pour autant même que l'on puisse imposer de manière exogène des solutions démographiques.

Quant aux théories démographiques qui relèvent du pamphlet programmatique, non seulement leurs bases scientifiques sont inexistantes, mais surtout il s'agit de les interroger de manière critique: qui tient ces discours, quand apparaissent-ils, à qui profitent-ils, de quelles angoisses rendent-ils compte? Les phénomènes sociaux ne peuvent impunément être biologisés, ni technicisés, ni examinés dans un cadre a-historique. Il faut aussi se garder de réponses partielles et simplistes, décontextualisées: ce n'est pas la croissance démographique, très faible, qui impose les formes débridées de consommation d'espace dans les pays du centre; il n'y a aucun lien, dans ces mêmes pays, entre une moindre croissance de la population (ou une limitation de l'immigration) et une réduction du chômage; il n'y en a pas plus, dans les pays de la

périphérie, entre la croissance de la population et la malnutrition. Et la progression de la production alimentaire mondiale ne passe pas nécessairement par le recours aux technologies écologiquement et socialement destructrices imposées par l'agro-alimentaire globalisé.

**Christian Vandermotten**

Docteur en sciences géographiques et licencié en urbanisme. Il enseigne la géographie économique, politique et urbaine et l'aménagement du territoire à l'Université Libre de Bruxelles.

---

(\*) Certes, on peut interpréter le rapport Meadows comme un plaidoyer néo-malthusien et un premier avertissement majeur prenant en compte les préoccupations qui deviendront celles de l'écologie politique et du développement durable, puisqu'il pointe l'impossibilité de poursuivre la consommation effrénée des ressources et les modes de croissance qui ont soutenu l'économie mondiale après la Seconde Guerre mondiale. Mais en même temps, ce rapport est ambigu. Ces travaux ont été en partie financés par de grandes firmes internationales et on peut considérer qu'il va contribuer à légitimer la hausse des prix du pétrole en 1974 (décidée certes par les pays de l'OPEP, mais voulue aussi par les Etats-Unis, peut-être dans une moindre ampleur), puisque cette hausse des prix pouvait dès lors apparaître comme une conséquence «naturelle» de la rareté annoncée. Au-delà, il légitimise aussi les limitations de la consommation qui vont suivre en conséquence des politiques néo-libérales (surtout dans les années 80), puisque «la consommation est mauvaise pour la planète». Ceci étant, il ne s'agit évidemment en aucune manière de plaider pour une consommation débridée, mais bien pour une consommation plus équitable, portant sur des biens et des services qui apportent une contribution réelle au bien-être et dans le respect d'un développement durable, ce qui n'est pas le cas pour une grande partie de la croissance de l'économie mondiale depuis lors.

# LA FIN DU MARCHÉ LIBRE ET DES LOIS DE L'HISTOIRE ? REMARQUES SUR LA DIALECTIQUE

« Des philosophes comme Condorcet, Marx, Hegel, Comte, n'ont pas compris que le devenir historique "se déroule mais ne progresse pas", qu'il est au pire un enchaînement de catastrophes, au mieux "un défilé d'impasses, une succession de situations bloquées, une immobilité en marche" ».

Frédéric Schiffter, à propos de Cioran<sup>1</sup>

Parmi les arguments que l'on oppose aux objecteurs de croissance, deux reviennent avec régularité : primo, la décroissance aurait une connotation « négative » qui ferait office de repoussoir ; secundo, elle se contenterait de paresseusement prendre le contrepied de la croissance et resterait ainsi prisonnière d'un schéma économiste qu'elle prétend récuser. Ici, nous allons en étudier une troisième, venant des marxistes : la décroissance serait dépourvue d'une dimension dialectique, ou du moins n'en tiendrait pas assez compte dans ses démonstrations. Pour rappel, la dialectique, au sens moderne du terme, se résume comme ceci : rien n'est figé une fois pour toute, tout est en devenir, mais selon une loi déterminée : du mal accouchera le bien, l'humanité marche vers la réalisation de l'Esprit (i.e. la Raison), ce n'est qu'une question de temps, alors soyons patients, nous les révolutionnaires, comme le recommandait Lénine.

Je vais tenter de montrer que les limites écologiques, ou l'enfermement planétaire<sup>2</sup>, de plus en plus manifestes, invalident tant la théorie de la main invisible du marché<sup>3</sup> que le matérialisme dialectique. Car, hormis la propriété des moyens de production — la principale ligne de fracture entre marxistes orthodoxes et libéraux —, les points communs sont plus nombreux que les uns et les

autres sont prêts à le reconnaître : croyance en la société d'abondance qui anesthésiera les passions mauvaises des hommes et adviendra par l'omnipotence de la science et de la technique<sup>4</sup> ; bureaucratisation de la vie (quoiqu'en disent les libéraux anti-étatistes) ; expansion illimitée de la maîtrise rationnelle, de l'économie et de l'industrie ; anthropocentrisme ; prométhéisme ; goût pour le gigantisme ; universalisme ; arrachement à toutes les traditions, au temps, à l'espace et à la nature ; volonté de bouleverser tout ordre social qui aurait tendance à se stabiliser, bref, croyance au Progrès, cette métaphysique de l'histoire<sup>5</sup>, ce processus déterministe sans fin et toujours plus complexe où la science découvre, la technique exécute et l'homme s'adapte ; au bout du compte, il est censé amener l'humanité au bonheur sur Terre, le présent imparfait n'étant qu'une suite de crises passagères (1914-18, 1929, 1939-45, 1968, 1973, 1995, 2002, 2008, jusqu'à la prochaine) préparant l'harmonie future. Autrement dit, nous avons affaire à une nouvelle religion séculière cachée derrière « un discours techno-historiciste », selon l'expression d'Alain Gras<sup>6</sup>. Si certains veulent à tout prix refonder l'idée de progrès, il faut alors reprendre à grands frais sa conception héritée des Lumières, du saint-simonisme et de la cybernétique, puis « dégraisser » là où c'est nécessaire. Vaste programme !

Aujourd'hui, la question écologique s'invite dans l'économie politique, pour la prendre de plein fouet. Inutile de décliner ses multiples facettes ici, que tout citoyen digne de ce nom est censé connaître. Après l'avoir longtemps refoulée, l'oligarchie capitaliste semble enfin la prendre en considération, mais pour la récupérer aussitôt dans l'éco-blanchiment et, à un stade plus sérieux, dans le « capitalisme du désastre » (Naomi Klein, 2008)<sup>7</sup> ou le « capitalisme biocidaire » (Michel Weber, 2013)<sup>8</sup>. Plutôt que celui de la société sans classes, le XXI<sup>ème</sup> siècle pourrait bien être celui de l'*hyper-capitalisme vert* qui adaptera de force les habitants de la planète à la raréfaction des ressources sans toucher aux privilèges des riches, cet éco-fascisme que Serge Latouche a vu venir il y a dix ans déjà. Cependant, remarquons aussi que la réapparition<sup>9</sup> de cette « crise » écologique ne fait pas l'affaire des capitalistes, car elle vient troubler leur scénario du « *business as usual* ». Autrement, comment expliquer l'acharnement de leurs affidés, ceux que je nomme les « rassuristes »<sup>10</sup>, à minorer ou démentir les menaces globales ? Leurs manœuvres relèvent à la fois du déni, de la dissonance cognitive et de l'optimisme irréaliste, l'enfumage de l'électeur-consommateur en étant l'objectif intermédiaire, et la paralysie des décisions politiques, l'objectif final. Hélas, les médias les chérissant, on suppose qu'ils atteignent souvent leur but : administrer une dose de tranquil-

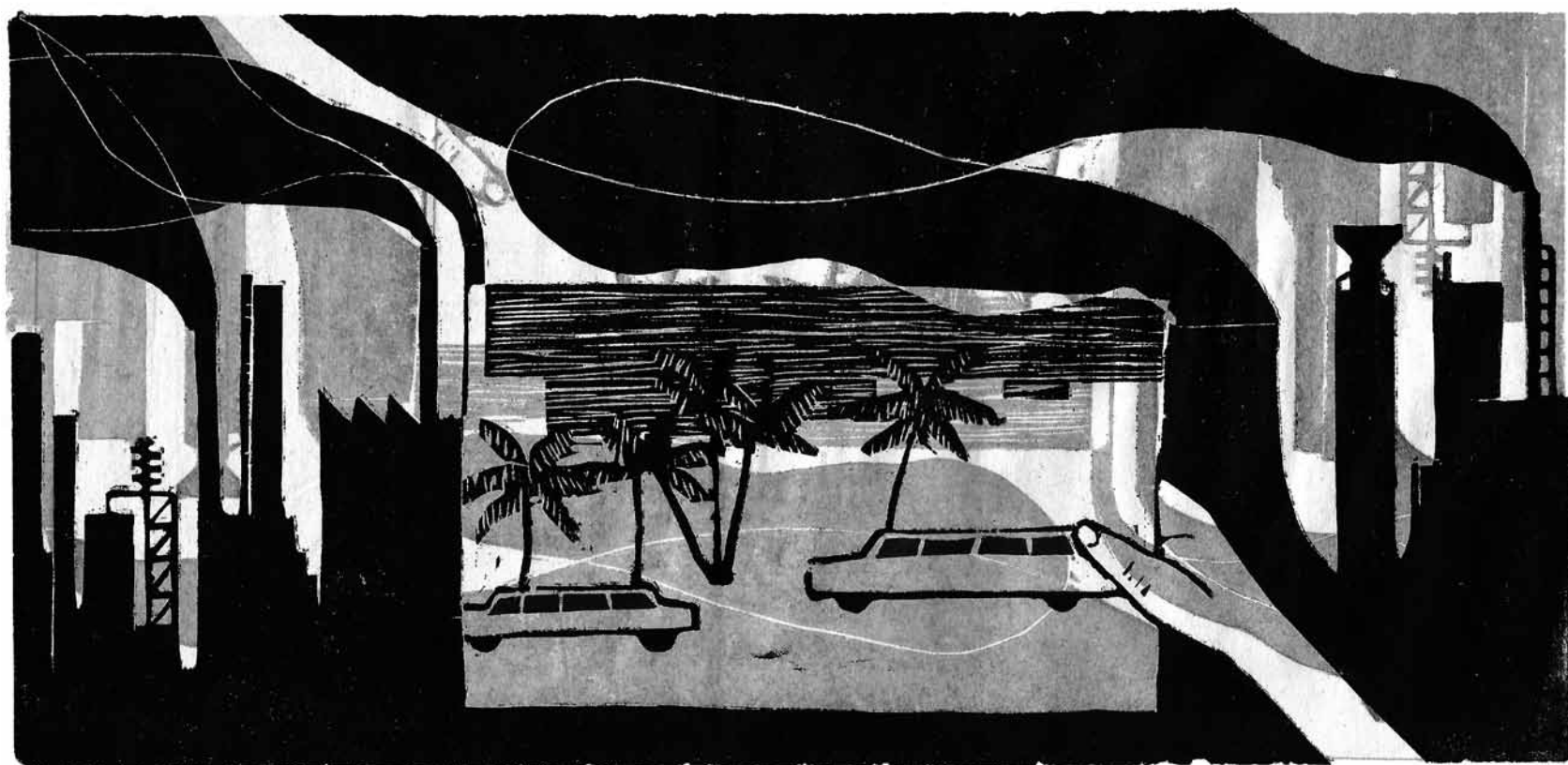


Illustration: Alice Bossut

lisants à l'individu atomisé qui n'a nulle intention de renoncer à la consommation, passeport pour son intégration dans la dissociété.

Pourquoi la réalité géophysique actuelle vient-elle profondément remettre en cause les théories économiques élaborées depuis les Lumières ? La vision organiciste de la Renaissance concevait la nature comme une mère nourricière qu'il convenait de respecter. Puis les découvertes, aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, de Copernic, Kepler, Bruno, Galilée et Newton ont changé la donne. Le cosmos clos hérité des Grecs a fait place au cosmos infini, la vision naturaliste et mécaniciste s'est installée : l'homme est désormais séparé de son milieu, sur lequel il prend de l'ascendant. Bacon, Descartes et Boyle lançaient le plus ambitieux programme pour l'humanité : par la connaissance scientifique et la rationalité instrumentale débridée, l'homme allait étendre ses pouvoirs à l'infini sur la nature, la soumettre à ses désirs et ses fantasmes<sup>11</sup>. Or ladite nature a toujours été un partenaire incontournable de l'humanité. Pour les sociétés traditionnelles, c'était une évidence. Au siècle des Lumières, on l'a refoulée (sauf Rousseau) ; au XIX<sup>ème</sup> siècle, le souci de la protection de la nature a accompagné la Science triomphante, sans toutefois parvenir à freiner son avancée<sup>12</sup> ; aujourd'hui l'état très préoccupant de la biosphère devient obvie, sans toutefois être totalement intégré au logiciel mental de la plupart de nos contemporains.

## «Aucun dieu, aucune main invisible du marché ni aucune ruse de l'Histoire (ou de la Raison) n'interviendra pour nous sauver»

Le marché libre suppose un monde potentiellement illimité où il existe toujours quelque part une «arrière-cour» capable d'absorber et de satisfaire la volonté des producteurs et la demande des consommateurs. Naguère, cette arrière-cour était constituée par les colonies regorgeant de matières premières et de main-d'œuvre corvéable ; aujourd'hui, c'est par la technoscience, via les projets de maîtrise du vivant (génie génétique, nanotechnologies, biologie de synthèse, nouvelles techniques de reproduction, transhumanisme, etc.), des cycles naturels (géo-ingénierie), ainsi que la conquête spatiale qui reprend des couleurs. L'être humain veut à tout prix avoir le dernier mot sur la nature, mais le volontarisme technologique — ou technoptimisme — est condamné dans son principe, la biosphère étant plus complexe que l'intelligence humaine qu'elle a engendrée. N'en déplaise à mes amis marxistes, il en va de même pour la dialectique telle qu'ils l'entendent : pour se résoudre dans la synthèse — résultant d'un dépassement de la thèse et l'antithèse —, elle a besoin de l'existence d'une «réserve» que les écosystèmes finis, de surcroît irréversiblement dégradés pour certains par la praxis de l'homme, ne sont plus en mesure de fournir. Bertrand Méheust l'a compris et s'en inquiète : «Il peut se faire, après tout, que la destruction de la biosphère soit tellement "radicale" qu'aucune "vérité supérieure" n'en sorte et qu'elle ne laisse aux êtres humains d'autre perspective que celle d'une vie crépusculaire dans un monde à jamais dévasté.»<sup>13</sup> Cette perspective, angoissante mais plausible, est évoquée dans des œuvres cinématographiques ou littéraires visionnaires comme *Danse avec le diable*, *Soleil vert*, *Malevil*, *Mad Max* et *La route*. Quand bien même le matérialisme historique pourrait fonctionner dans son principe, un autre facteur l'entrave : le temps vient à manquer. Dérangée par notre frénésie productiviste, la nature nous impose dorénavant son agenda. Pour compli-

quer les choses, il ne s'agit pas du temps linéaire, prévisible de la science expérimentale et de la technique, mais bien celui, chaotique, fait de boucles de rétroactions positives. Le lecteur dubitatif peut consulter le dernier rapport du GIEC, lire le philosophe Clive Hamilton<sup>14</sup> ou écouter le professeur Guy McPherson (Université d'Arizona), qui distingue vingt-cinq de ces boucles, irréversibles à l'échelle du temps humain...<sup>15</sup> Le temps est venu de cesser d'attendre un *deus ex machina*. Aucun dieu, aucune main invisible du marché ni aucune ruse de l'Histoire (ou de la Raison) n'interviendra pour nous sauver. Ne comptons plus sur une providence inexistante. Là réside le vrai athéisme — athéisme dont se targuent les marxistes et les libéraux. Comptons seulement sur nous-mêmes... bien que cela ne nous offre aucune garantie de succès ! Accepter l'incertitude représente une nouvelle forme de sagesse et de lucidité.

En substituant son radicalisme épistémologique au positivisme ordinaire, la décroissance propose, elle, un mode opératoire bien mieux adapté à la situation présente, inédite dans l'histoire de l'humanité, que ni Adam Smith ni Karl Marx n'avaient prévue. Le discours libéral et le discours marxiste (dans sa forme dogmatique) sont dépassés. Chez les premiers, comment croire que leur modèle représenterait une «fin de l'histoire» ? Quelle vanité ! Chez les seconds, prétendre bifurquer dans une autre direction unidimensionnelle et universelle — le communisme — est une idée (devenue) irréalisable. La décroissance suggère plutôt de susciter le «buissonnement» d'alternatives résistantes au productivisme et au capitalisme partout où cela est possible<sup>16</sup>, sans passer par la prise du pouvoir d'État<sup>17</sup>. Ce buissonnement s'inscrit bien dans la continuité de l'histoire, avec la limite rappelée par Jean-Pierre Dupuy : «[...] s'il est vrai que nous faisons notre histoire, nous ne savons pas quelle histoire nous faisons»<sup>18</sup>. Repousser la catastrophe — s'il en est encore temps —, empêcher que le monde ne se défasse, selon les mots d'Albert Camus, voilà des objectifs plus clairvoyants que l'illusoire Grand Soir, aujourd'hui privé de son sujet historique, le prolétariat<sup>19</sup>. Ne parlons même pas des «démocraties de contrainte» libérales et consuméristes, condamnées à terme dans leur principe. Plus modestement, les objecteurs de croissance visent «un nouvel idéal frugal, égalitaire et démocratique de coexistence conviviale» (Christian Arnsperger, 2008). À l'instar d'Orwell, ils redonnent de l'importance à l'intuition morale et au sens commun, cette faculté à mi-chemin entre la raison et le sentiment. S'ils estiment avoir une mission révolutionnaire, ils sont également *conservateurs*, dans le sens où conserver les structures (économiques, sociales, agricoles, symboliques, etc.) et les écosystèmes que le capitalisme détruit pour étendre son emprise, est devenu une question de vie ou de mort. Ils cherchent à recréer les conditions de l'autonomie individuelle et collective. Comme Jacques Ellul et Bernard Charbonneau, ils font le choix délibéré de la non-puissance, préfèrent le qualitatif au quantitatif. La décroissance est une étape transitoire *et nécessaire pour notre survie* qui nous fera passer d'un monde écologiquement et anthropologiquement insoutenable à une société qui se recomposera à partir d'une empreinte écologique redevenue soutenable, qu'elle se promettra de ne plus dépasser. «Le sens de l'histoire n'est pas le progrès, comme on l'a cru depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, mais bien plutôt la puissance toujours accrue exercée sur la nature et contre elle»<sup>20</sup>, remarque le philosophe Christian Godin. Il est temps que cela change !

Arrivons-en maintenant à la conclusion : la décroissance elle aussi est dialectique, puisqu'elle adopte un schéma thèse (la croissance)-antithèse (la décroissance)-synthèse (société d'a-croissance stable, démocratique, écologique et conviviale)». Cependant les différences avec le matérialisme dialectique d'Engels sautent aussi aux yeux : primo, les voies pour y parvenir sont multiples (cf. supra) et n'ont rien à voir avec l'idée d'un Progrès linéaire ; secundo, l'importance du rôle de la nature est prise en compte pour constater aussitôt qu'une fois détruite,

elle ne pourrait plus fournir le substrat qui «sert de base à toute vie, toute pensée, toute invention» (Peter Sloterdijk, 2003) ; tertio, il n'est pas garanti que cela se passe comme nous le souhaitons, car il n'y a *aucune nécessité historique* pour passer de la croissance à la décroissance ; nous pourrions échouer et l'aventure humaine prendre fin dans un cataclysme inimaginable. Terminons sur une note positive : sans tomber dans le messianisme, avançons que la décroissance est un nouvel universel concret. Une chance à saisir.

Bernard Legros

- (1) Frédéric Schiffter, *Le charme des penseurs tristes*, éd. Flammarion, 2013, pp. 103 & 104.
- (2) Cf. André Lebeau, *L'enfermement planétaire*, éd. Gallimard, 2008.
- (3) Théorie reprise par Hayek au XX<sup>ème</sup> siècle sous l'appellation d'ordre spontané du marché ou catallaxie.
- (4) Rappelons-nous le mot d'ordre de Staline : «La technique décide de tout».
- (5) «[...] le progressiste, si prompt à taxer les autres de "métaphysiciens" ou d'"utopistes", est en réalité l'archétype du métaphysicien de notre temps, prêt à sacrifier indéfiniment et à très grande échelle les intérêts réels, matériels, concrets, d'êtres de chair et de sang, sur l'autel du concept métaphysique du Progrès dont il postule (en termes métaphysiques, là encore) qu'il est la "véritable essence" de l'histoire.» in Dwight McDonald, *Le socialisme sans le progrès. The root is man*, éd. La Lenteur, 2011, p. 135.
- (6) Souvenons-nous de marxistes hétérodoxes comme Walter Benjamin, qui en appelait à une interruption messianique et révolutionnaire du progrès, et Simone Weil, qui n'était pas dupe de la nouvelle oppression induite par l'industrialisme : «La société actuelle ne fournit pas d'autre moyen d'action que des machines à écraser l'humanité ; quelles que puissent être les intentions de ceux qui les prennent en main, ces machines écrasent et écraseront aussi longtemps qu'elle existeront» (in *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, éd. Folio, 1955/1998, p. 143).
- (7) Cf. Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, éd. Actes Sud, 2008.
- (8) Cf. Michel Weber, *De quelle révolution avous-nous besoin?*, éd. Sang de la Terre, 2013.
- (9) Réapparition et non apparition, comme nous l'apprennent les historiens Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz in *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, éd. du Seuil, 2013.
- (10) Cf. ma chronique «Corentin de Salle, un libéral-rassuriste» in *La décroissance* n° 115, décembre 2014/janvier 2015, p. 12.
- (11) Tous les libéraux reprendront cette idée par la suite, ainsi au XIX<sup>ème</sup> siècle John Stuart Mill qui insistait sur «la conscience du fait que tout ce que le genre humain entreprend pour améliorer sa condition consiste dans une large mesure à contrarier l'ordre spontané de la nature». Cité in Jean-Claude Liaudet, *Le complexe d'Ubu ou la névrose libérale*, éd. Fayard, 2004, p. 137.
- (12) Cf. Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, Fabien Locher et Grégory Quenet, *Introduction à l'histoire environnementale*, éd. La Découverte, 2014.
- (13) Bertrand Méheust, *La nostalgie de l'Occupation. Peut-on encore se rebeller contre les nouvelles formes d'asservissement?*, éd. La Découverte, 2012, p. 82.
- (14) Cf. Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*, Les Presses de Sciences-Po, 2013 et *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, éd. du Seuil, 2013.
- (15) [www.youtube.com/watch?v=IA7koR4pz68](http://www.youtube.com/watch?v=IA7koR4pz68).
- (16) Cf. Michel Lepesant, *Politique(s) de la décroissance. Propositions pour penser et faire la transition*, éd. Utopia, 2013.
- (17) Dans ce cas subsistent cependant des questions insolubles, comme celle du démantèlement des centrales nucléaires.
- (18) Jean-Pierre Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, éd. du Seuil, 2005, p. 27.
- (19) Cf. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, éd. Galilée, 1980.
- (20) Christian Godin, *La haine de la nature*, éd. Champ Vallon, 2012, p. 119.

# LA PEINTURE À LA CASÉINE DE LAIT

## Ingrédients

- 1 L de lait (c'est une bonne recette pour utiliser du lait périmé);
- quelques gouttes de vinaigre d'alcool;
- 200 gr de blanc de Meudon;
- pigments.

## Marche à suivre

- Faire chauffer (à feu doux) le lait avec quelques gouttes de vinaigre d'alcool
- Le lait va cailler; quand une sorte de fromage s'est formé, on retire du feu et on met à égoutter quelques heures (une nuit c'est bien).



- On mélange le fromage égoutté avec les blancs de Meudon et les pigments.



- Ajouter de l'eau et mélanger jusqu'à obtenir la texture recherchée.



- La peinture ne se conserve pas dans un pot fermé, il vaut mieux tout utiliser après l'avoir faite et donc ne faire que ce dont on a besoin. Par contre une fois appliquée et séchée, cette peinture ne tourne pas.

- Un exemple d'application sur le vaisseau spatial en caisse de bananes > <http://foiresavoirfaire.org>

## BRÈVES

### RTL-TVI DONNE UNE LEÇON DE JOURNALISME À KAIROS

Dans un échange de messages privés, un journaliste de la chaîne commerciale luxembourgeoise s'est montré insultant envers notre rédacteur en chef Alexandre Penasse, suite à l'envoi groupé d'un texte critique de ce dernier sur la réaction des médias aux attentats à Charlie-Hebdo. Car bien entendu, selon ce monsieur, il est déplacé d'émettre la moindre voix discordante dans le concert médiatique unanime en faveur de la liberté d'expression – qui semble tout à coup caractériser à elle seule l'essence de la démocratie. Et ce journaliste professionnel de taxer les propos d'Alexandre de «saloperies», de le traiter de «minable terroriste des consciences» et d'y voir le signe qu'une «graine de facho» est en train de pousser à la rédaction de Kairos. Ou comment atteindre en deux coups de cuiller à pot le point Godwin «envoyé de son iPhone». Pendant ce temps, RTL-TVI poursuit son droit à la liberté d'expression publicitaire. Ses téléspectateurs n'ont à perdre que leur(s) chaîne(s).

B. L.

### LA TROMPERIE DU SALON DES MÉDIAS ALTERNATIFS

Le 4 décembre 2014 se tenait à Namur le premier «Salon des médias alternatifs». Quelques temps auparavant Kairos, comme beaucoup d'autres, avait été contacté pour participer à ce salon, par une association nommée «Carrefour des cultures». Il s'agissait d'une opportunité intéressante de faire connaître le journal, et de rencontrer des représentants d'autres journaux ou médias. Après accord de participation, Kairos reçut un plan des lieux avec la disposition des stands, sur lequel figurait un stand de... la RTBF! Disons sobrement qu'un doute émergea sur le caractère alternatif de cette organisation... (voir le dossier principal des deux premiers numéros de Kairos), mais Kairos maintint malgré tout sa participation. Le jour dit, on eut en outre droit à un débat inepte en début de soirée, dont la plupart des participants appartenaient aux grands médias du pays!

Ce n'est que quelques jours après la tenue du salon, lors d'un échange de mails avec un représentant du journal liégeois C4, que l'info se confirma: en réalité le salon se tenait à l'initiative de l'ASBL Carrefour des Cultures et de... la RTBF! Ce qui ne fut jamais annoncé par les organisateurs lors des contacts préalables! L'ami liégeois envoya à cette occasion un podcast de 91 secondes, datant du 3 décembre, où les deux organisations initiatrices discutent: Coline Leclercq, attachée de projet à l'espace «Carrefour des cultures», y est au micro de François Caudron. Après une brève présentation de l'événement par madame Leclercq, le journaliste demande: «alors, il y a une déontologie qui est imposée aux journalistes de métiers, il y a différents organes de contrôle également, est-ce qu'il peut exister un danger dans la pratique des médias alternatifs... le fait de s'adresser sans barrière à quelqu'un d'autre, de faire confiance également...?» Et hop, en 1 min 31, voilà le discrédit jeté par un des co-organisateurs sur les participants au salon du lendemain!

Hé François, toi qu'es journaliste de métier: mentir aux gens pour les motiver à venir, c'est déontologique?

G.H.

### LA PRÉSIDENTE DE LA FEB, OBJECTRICE DE CROISSANCE ?

«Nous devons faire preuve de réalisme: il devient impossible de maintenir notre société d'abondance», nous dit Michèle Sioen. Y croit-elle vraiment? «Personnellement, et compte tenu de ce qui nous attend, je pense que nous devons tous nous habituer à réduire notre train de vie». Bon, certains un peu plus que d'autres, hein Michèle!

A.P.

[www.capitalmagazine.be/fr/capital/michele-sioen-ceo-de-sioen-industries](http://www.capitalmagazine.be/fr/capital/michele-sioen-ceo-de-sioen-industries)

### AH, LES CONS...

Dans leur *frénésie djihadiste*, les journalistes font preuve, plus que d'habitude, de peu de souci de la crédibilité de leur source. Ainsi, notre inévitable quotidien belge, *Le Soir*, a-t-il repris l'info d'un journal, *La Dèche du Midi*... sauf que ce dernier se présente comme «un journal d'infax sur Toulouse et la région» et est donc un journal satirique. Dans l'article original, on explique que Raymond Cubombet, a été étonné quand, appelant sa femme pour lui dire qu'il «partait pour la Scierie», il a vu débarqué chez lui les forces de l'ordre pensant trouver un terroriste en partance pour la Syrie. C'est plausible, dans l'ambiance antiterroriste belgo-française. Mais là quand même, faudrait penser à réfléchir! On attend la prochaine avec impatience...

A.P.

# VU, LU, ENTENDU



## UNE QUESTION DE TAILLE

En revisitant la pensée de l'économiste Léopold Kohr (1909-1994) et d'Ivan Illich, le philosophe Olivier Rey aborde ici une question originale : quelle serait la taille idéale et optimale d'une institution (scolaire, médicale, politique, etc.), d'un mode de transport, d'une communauté, d'une cité, d'une nation ? Car une partie des problèmes contemporains vient de ce goût pour le gigantisme qui caractérise la civilisation depuis ses débuts, bien que, remarque-t-il, « [La Terre] n'a jamais rien vu qui ressemble de près ou de loin à ce qui se produit actuellement. Il est vain de vouloir se tranquilliser avec des précédents, car il n'en existe pas » (p. 17). Au moyen de ses techniques et de ses services, la société thermo-industrielle assiste les individus au point de détruire toute autonomie chez eux. Les échanges commerciaux restent un des derniers liens sociaux. Rey ne craint pas d'affronter le politiquement correct à deux reprises, primo en affirmant que « [...] une société trop étendue ou trop ouverte, que certains imaginent le meilleur antidote au repli sur soi, favorise au contraire l'égoïsme » (p. 94) ; secundo, en émettant la médecine, cette « vaseline qui fait passer le suppositoire de l'artificialisation sans limite » (p. 227). L'éducation en prend aussi pour son grade : « La société actuelle est ainsi organisée qu'elle ne se donne pas pour but de faire mûrir les jeunes mais, au contraire, de stopper leur maturation par tous les moyens possibles, entre autres en ne cessant de leur assurer qu'ils sont nativement des êtres humains pleinement accomplis, qui doivent moins apprendre de leurs aînés que de prendre en pitié leur ringardise et les devancer dans un monde en perpétuel changement, moins se préoccuper de s'améliorer que de ne pas dégénéner, moins réfléchir que suivre leurs envies, moins se prendre la tête qu'être cool, moins s'inquiéter d'une vie formatée par la technologie que trouver ça trop top » (pp. 213 & 214). L'auteur souhaiterait un retour au sens des limites, aux échelles naturelles en politique et en éthique, tout en se montrant pessimiste quant à cette possibilité. Son essai est une critique intelligente et décapante.

B. L.

Olivier Rey, *Une question de taille*, éd. Stock, 2014, 273 pages.



## VIVRE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE

Jean Baudrillard l'avait bien saisi lorsqu'il disait, dans « La société de consommation » : « la célébrité est une tautologie... le seul titre de gloire des célébrités est leur célébrité même, le fait d'être connues... ». Par un jeu d'identification magistralement organisé par une société entièrement

dévolue à absorber les objets produits, dont on aura auparavant persuadé ses sujets qu'ils leur étaient essentiels, les stars symbolisent le gaspillage et l'abondance ostentatoire, que les médias nous somment d'imiter.

Il est ainsi salutaire de lire les témoignages qui, depuis le début du journal français *La Décroissance*, parsèment ses pages dans la rubrique « simplicité volontaire », et dont une part importante est compilée dans ce nouvel ouvrage. Mais point de « modèles » ici, l'idée n'étant pas d'offrir un « contre-modèle » aux stars plastifiées de TF1, car il n'est pas un idéal-type à imiter ou un représentant d'une catégorie parfaite, mais de montrer que la réalité qu'on nous impose n'est pas une finalité et que l'on peut, toujours plus ou moins profondément, vivre autrement.

Tout au long des 278 pages, les expériences de vie sont racontées par ceux qui en sont les acteurs, présentées en catégories – non-exclusives – distinctes : « se modérer » qui présente des personnes « qui n'ont pas forcément largué toutes les amarres mais ont décidé de ne pas surinvestir la sphère professionnelle et de privilégier la vie de famille, les activités associatives, l'épanouissement personnel » ; « déserteur », témoignages plus radicaux et rupture plus complète avec le système ; « militer », qui recueille le témoignage

de personnes dont le militantisme est inscrit au cœur du combat ; « bifurquer », raconte des trajectoires de vie marquées par une rupture forte et parfois soudaine ; enfin « œuvrer », où la question du travail et la recherche d'une activité épanouissante occupent une place centrale.

L'ouvrage se termine par un « éloge de la simplicité », de Pierre Thiesset, qui montre de façon tout à fait intéressante « la convergence des philosophies antiques, des religions, des sagesse qui, bien que distinctes et édifiées à des époques et dans des pays distants, ont toutes diffusé un idéal de dépouillement et de frugalité ». A l'échelle de l'humanité, ce n'est donc que récemment (l'historien Lewis Mumford le situe aux premières colonisations, fin du XV<sup>e</sup>me, ce que nous pensons aussi), que le système de valeurs s'est totalement inversé, pour faire de l'hubris et de la démesure le sens de toute chose.

Les vies et les êtres de ce livre nous rappellent que rien n'est figé, que la résistance est aussi dans nos pratiques quotidiennes qui, loin de se voir comme privations – en résonance à ce que la société veut nous faire croire –, offrent au fond un retour aux sources et une profonde libération.

A.P.

**Vivre la simplicité volontaire. Histoire et témoignages. Coordonné par Cédric Biagini et Pierre Thiesset. Préface de Vincent Cheynet et Bruno Clémentin. Éditions Le pas de côté et L'Echappée, 2014.**



## UKRAINE, HISTOIRES D'UNE GUERRE

Que se passe-t-il en Ukraine et comment tout cela a commencé ? Difficile de le savoir dans nos pays où l'information est fabriquée par des médias qui de façon générale sont profondément inféodés au discours occidental dominant. Et puisque les médias se font les relais de la propa-

gande gouvernementale, Michel Segal, dans son livre *Ukraine, Histoires d'une guerre*, se propose, en bon mathématicien, d'émettre les hypothèses les plus plausibles.

Partant du constat qu'il y a « dans la réussite de la propagande un point critique à partir duquel le sujet est réfractaire à toute information allant dans le sens contraire de la propagande » (p.23), l'auteur ne se cantonne pas à simplement sélectionner des faits pour arriver à reconstruire l'histoire dans un sens voulu, mais les place de façon contradictoire l'un en face de l'autre, tente de calculer la plus grande probabilité de l'un ou de l'autre en fonction des intérêts des protagonistes, essayant constamment de voir « à qui profite le crime ». Il n'est ni russophobe ni russophile, rapprochement malsain - et pourtant si prégnant dans les médias - dans une entreprise de description objective, mais à la recherche d'une forme de vérité historique, qui conduit inévitablement à une critique de ceux qui font l'information : « La crise ukrainienne marquera le début de la fin de la presse "classique" dont la conduite a été absolument et objectivement honteuse, adoptant unanimement par leur écriture la position d'une presse officielle du pouvoir pour ne jamais poser le moindre regard critique sur la politique internationale menée par les Etats-unis, l'Union Européenne, ou la France » (p.25).

On en arrive dès lors à une lecture historique bien différente que celle vendue par les médias de masse, donnant une tout autre lumière aux événements de la place Maidan. Rappelons quelques faits majeurs : le 21 novembre 2013, Victor Ianoukovitch, le Président élu démocratiquement de l'Ukraine, annonce qu'il refuse de signer des accords visant l'abaissement des barrières douanières de son pays avec l'Union européenne. Ce qui, selon les médias officiels, mènera à l'occupation de la place Maidan à Kiev. Parallèlement se met en place en janvier, dans les provinces de l'Est et du Sud, des manifestations anti-Maidan. Après la destitution du Président, le gouvernement provisoire prend ses fonctions le 22 février. La Crimée met en place un référendum où plus de 96% des votants se déclarent en faveur d'un rattachement à la Russie. Les deux provinces de Donetsk et Lougansk organisent un même référendum mais sont de suite déclarées « rebelles terroristes » par le

nouveau pouvoir, l'Union européenne et les États-Unis. La guerre commence... et la façon dont les médias traiteront ultérieurement ce conflit participera d'un effort de propagande pour la continuer, qu'ils en soient conscients ou non.

Ce que l'on peut en outre penser comme une guerre interne implique profondément des acteurs extérieurs comme les États-unis et l'Union européenne, sans parler de l'OTAN évidemment, qui y participent activement. L'ouvrage éclaire également le présent par des faits du passé, et en vient à remettre radicalement en cause la version officielle du déclenchement du conflit soutenue et alimentée par une presse aveugle : « aucun personne raisonnable ne peut croire que la contestation du Maidan de novembre 2013 ait eu un caractère général et populaire de la part d'un peuple qui porte Ianoukovitch largement vainqueur aux quatre élections nationales consécutives (dont la dernière l'année précédente) et qui voudrait soudain le renverser sans pouvoir attendre les prochaines élections prévues l'année suivante. La seule raison de croire à une histoire aussi invraisemblable est la conjonction de l'ignorance des faits avec la haine de la Russie, conjonction parfaitement réalisée par la presse qui s'est bien gardée de rappeler les éléments de l'histoire proche » (p.82).

A l'aide d'une argumentation étayée et crédible, l'auteur en vient à conclure notamment que les snipers de la place Maidan n'ont pu être l'oeuvre de Ianoukovitch, ou que l'explosion du Boeing de la Malaysia Airlines n'a pu qu'être organisé par Kiev. Théorie du complot, hurleront bien sûr certains ! C'est là justement une attaque dont l'auteur tente de se prémunir, notamment en compilant des données extraites de la presse qu'on ne pourra justement accuser d'être à la solde de la Russie (Le Figaro, Les Echos, Le Monde, ...). L'ouvrage invite à voir au-delà de ce que l'on se pense capable de voir et de penser, et en ce sens il nous rappelle la réalité de l'impérialisme occidental, avec aux commandes les États-Unis.

A qui sert la guerre ? Telle est la question que les médias de masse ne relèvent pas et que Michel Segal démontre très justement : revivifier un OTAN sur le déclin qui a besoin d'un ennemi ; modifier la configuration du marché gazier à l'avantage de USA et au détriment de la Russie ; donner à une Europe moribonde l'image falsifiée auto-valorisante d'une foule ukrainienne en demande de « valeurs européennes » ; rechercher de nouveaux territoires stratégiques pour une puissance américaine en déclin...

Il est certain qu'après ce livre, au mieux vous serez convaincus qu'on nous ment, au pire vous douterez. Mais vous serez par contre certains que cette guerre inutile aurait pu être évitée...

A.P.

**Ukraine, histoires d'une guerre. 21 novembre 2013 – 5 septembre 2014, Editions Autres Temps, 2014.**

# ANNONCES

## REPAIR CAFÉS

Réparer ensemble, c'est l'idée des Repair Café. Des rencontres ouvertes à tous dont l'entrée est libre. Outils et matériel sont disponibles là où est organisé le Repair Café, pour faire toutes les réparations possibles et imaginables. – Tous les 2èmes dimanche du mois de 14 à 18H au Piano-Fabriek, 35 Rue du Fort à Saint-Gilles et au 307 Rue des Coteaux à Schaerbeek

## JOURNÉE D'ACTION MONDIALE CONTRE LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Journée d'action internationale contre le Grand marché transatlantique (GMT, TTIP, PTCI, APT ou TAFTA) et les autres accords commerciaux du même genre (AECG-CETA, etc.). - Le samedi 18 avril 2015 de 10H à 18H.

## TENSIONS

Vernissage de l'exposition photographique "Tensions" par le collectif KRASNYI qui met en rétrospective trois années de reportage social et qui accompagne la sortie officielle de la revue du même nom. "TENSIONS" s'inscrit dans une démarche collective, dans laquelle collaborent non seulement une dizaine de photographes,

mais aussi différents acteurs des combats mis en images. Plusieurs concerts seront organisés, histoire de passer une bonne soirée en musique et en images. – Le samedi 14 mars à 18H à "Les-kiv", 57 rue Groeselenberg, 1180 Bruxelles

## MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

Injures, racisme, contrôles au faciès, harcèlement, violences et abus de pouvoir : les exactions commises par la police sont toujours une réalité et particulièrement pour les immigrés, leurs enfants, les jeunes et les pauvres. Pas plus tard que le samedi 7 février, Dieumerci Kanda trouvait la mort dans une des cellules du commissariat rue Démosthène à Anderlecht. Nous invitons chaque individu et toutes les organisations à manifester contre la politique liberticide et répressive du gouvernement, les dérives sécuritaires, la présence de sympathisants d'extrême-droite au sein du gouvernement, la criminalisation des mouvements sociaux et les violences policières. – Le dimanche 15 mars 2015 à 15H au métro Simonis. Plus d'info sur [www.joc.be](http://www.joc.be).

## EXPOSITION KAIROS

Kairos s'expose à La Carotte. On vous avait déjà prévenus, normalement cette fois-ci c'est la bonne! Vernissage avec concert le samedi 28 février à 18h00.

Débat le 1er mars à 15h00 avec Mathieu Beys (auteur de l'ouvrage "quels droits face à la po-

lice") et Gérald Hanotiaux autour des droits des citoyens face à la police.

L'expo se clôturera par une projection le 29 mars à 19h00. D'autres infos suivront sur le site.

La Carotte, 3 Rue Josse Impens, 1030 Schaerbeek.

Dans le cadre des cafés frima\*s, trois rencontres à 19H30 au BRASS, Salle des machines, Av. Van Volxem, 364 – 1190 Forest (Entrée libre). Plus d'info sur [www.lebrass.be](http://www.lebrass.be).

## L'ARGENT, OUTIL DE SOUMISSION ET D'ÉMANCIPATION

Rencontre avec Renaud Vivien (CADTM) et Carole Obsomer (CREDAL). On nous abreuve tous les jours d'informations ayant trait à l'argent. Certains disent même que c'est la « crise », que nous aurions dépensé trop, beaucoup trop d'argent, que nous sommes endettés et que maintenant, il faut être sérieux, raisonnable... et payer!

Mais payer, est-ce bien « sérieux et raisonnable » ? Et si cet argent servait à autre chose ?

Mardi 03 mars 2015.

## L'ESPACE PUBLIC SONORE EN QUESTION(S)

Conférence / performance de Juliette Volcier. L'espace sonore est en chantier. Dans ce chantier, nulle alarme de bulldozer, nul marteau-piqueur, mais des silences, des voix, des sons savamment travaillés. Nul ouvrier, mais des designers, des militaires, des universitaires, des commerciaux, des fabricants d'armes, des sociétés de droits d'auteur. Dérive dans l'espace public, à l'écoute de ses transformations.

Mardi 10 mars 2015.

## LA PRESSE ET LE PAPIER / REVUES ET JOURNAUX COLLECTIFS

Rencontre avec Gérald Hanotiaux (Ensemble !) et Alexandre Penasse (Kairos). La presse, (c) est fini(e) ; Vive les news en continu, les tablettes et les écrans ! Pour les éternels rétifs et les râleurs de profession, il reste toujours le choix du papier pour (s')informer ! Le papier: un format, des informations de choix ? Une rencontre avec Gérald Hanotiaux (Ensemble !) et Alexandre Penasse (Kairos) – Le mardi 17 mars 2015.

# Kairos

La résistance s'inscrit dans le refus du monde qu'on nous impose mais que le plus souvent, sous l'insidieuse propagande publicitaire et l'illusion de la liberté de la presse, l'on se croit libre de choisir. Il ne faut pas crier à la révolte pour susciter la « notion de résistance », celle-ci naît naturellement du contraste entre ce que les médias de masse distillent comme information-propagande et l'information qui est le résultat d'un travail journalistique fondé sur la recherche de la justice et de la vérité. Comprendre c'est donc résister, et agir sur le terrain des idées et du sens qui nourriront les nouvelles pratiques de demain. Kairos se veut une presse radicale, qui creuse donc aux racines des problèmes, seul moyen d'offrir une information critique.

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte. Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté. Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique. Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

\*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur: [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

## COURRIER DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à: [info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be)

Grand merci pour votre travail... en espérant qu'il y aura une audience «croissante» en 2015

**André**

Bonjour,

Votre approche mérite d'être reconnue et d'être félicitée. Et j'espère que malgré les difficultés que vous rencontrez certainement dans le milieu de la publication, votre journal s'étendra de tel que chaque Belge connaîtra son existence. Je vois le travail de Kairos comme la construction d'un pilier: cela nécessite beaucoup d'effort et du temps pour construire, mais une fois réalisé le reste de l'infrastructure peut se reposer dessus. Et si j'y peux contribuer avec une petite brique, cela me fera plaisir (...) avec la nouvelle génération qui se développe, votre journal sera un succès au plus qu'on évolue dans le temps.

Kairos et "Le Monde Diplomatique" sont pour moi les seuls journaux que je lis avec un intérêt réel.

**Philippe**

Merci pour votre travail, la lecture de Kairos est inspirante.

**Christophe**

**De nombreuses réactions suite à l'article « Nous ne sommes pas tous Charlie », publié sur le site et dans ce numéro 17.**

Un grand merci de faire partie de ceux qui nuancent le débat et le rendent plus subtil et rationnel.

Vous ne pouvez pas savoir comme ça me fait du bien. Car ce n'est pas tant une inquiétude pour la liberté d'expression de la presse que je ressens mais davantage une inquiétude face à l'esprit grégaire des journalistes.

**Chloé**

J'ai lu avec enthousiasme cet article qui m'a fait beaucoup de bien dans ce contexte à la fois inquiétant, triste plein de passions, mais aussi troublant de bien-pensance médiatique!

**Léonore**

Bien vu cet article. A côté du troupeau ou l'on se marche dessus pour obtenir le dernier numéro de Charlie Hebdo ça fait du bien de trouver un peu de clairvoyance chez certains dont Kairos fait partie.

9-11 n'ayant déjà pas mis la puce à l'oreille pour la plupart des gens à plus forte raison en France ou l'omerta est des plus importantes, il n'y a pas de quoi s'étonner mais plutôt de s'attrister. Le passeport trouvé à la base des *Twin Towers* pulvérisées, la carte d'identité laissée dans la voiture des tueurs de Cabu et Wolinski, ces similitudes pourtant indigestes s'avalent sans doute plus facilement après répétition. A chaque fois, quelle rapidité à trouver les coupables... c'était déjà pareil pour Oswald.

**Frédéric**

Vous faites preuve de beaucoup de courage intellectuel pour écrire un tel article à contre-courant. Je le trouve intéressant et vivifiant. Merci.

**Jean-Marc**

Merci à vous pour votre travail et n'hésitez pas à continuer... C'est important même si cela ne doit pas être évident de mener un tel projet à côté.

**Julien**

Matthieu Thonon nous a gentiment envoyé son dernier album « De beaux lendemains », avec ce commentaire, encourageant: « Un journal qu'il fait bon de lire en ces temps sombres de croissance dangereuse et écorchée! Avec tout mon soutien ». Merci à toi Matthieu pour ton album juste où se mêlent les joies de l'existence et la nécessité de la critique, que nous avons écouté avec plaisir.

Jeannine de Ougrée nous fait ce gentil commentaire sur le coupon d'abonnement: « Je tiens à vous ». Nous aussi on tient à elle: sans elle, sans vous, Kairos n'est rien.

ABONNEZ VOUS À KAIROS\*